

150

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12414 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 26 DÉCEMBRE 1984

L'Italie sous le choc de l'attentat

La logique d'un crime

« Un geste ignoble », a dit Jean-Paul II dans le message qu'il a adressé aux Italiens à propos de l'attentat commis dimanche soir contre le pape à Naples-Milan. Comment, en effet, qualifier autrement cette entreprise de mort, destinée à massacrer les plus anonymes des anonymes, c'est-à-dire pour l'essentiel de modestes Napolitains « montés » dans le Nord pour passer les fêtes de fin d'année avec quelque parent déjà « exilé » ?

Avec cette folie meurtrière, nous sommes loin du terrorisme d'extrême gauche, du moins de tout ce que nous en savons. Ce terrorisme-là a en effet toujours revendiqué ses crimes et sélectionné soigneusement ses victimes. C'est l'État qui visait les Brigades rouges en cherchant systématiquement à terroriser les représentants des divers pouvoirs : hommes politiques, magistrats, policiers, journalistes. C'est à la tête d'une société jugée corrompue et irrécupérable que frappait les « brigadistes », comptant sur la lâcheté de tous pour faire le reste.

La logique du crime commis dimanche soir est tout autre. Elle consiste non pas à décapiter l'État, mais à pousser à la révolte contre lui tout un peuple pour qu'il ne songe pas à le défendre le moment venu, voire qu'il collabore à son effondrement. Cette stratégie a un nom depuis longtemps en Italie, c'est la stratégie du terrorisme « noir », des nostalgiques du fascisme qui rêvent toujours de marcher une nouvelle fois sur Rome. C'est au cours des quinze dernières années qu'elle a été appliquée, par l'intermédiaire d'attentats semblables en bien des points à celui qui vient d'endormir l'Italie.

Et si le terrorisme « rouge » a pratiquement été éliminé, grâce notamment à l'utilisation des « repentis », et à l'apparition d'une génération de magistrats exemplaires qui ont su pallier les insuffisances ou les lâchetés d'autres services supposés de l'État, force est de reconnaître qu'il n'en est pas allé de même du terrorisme « noir ». Aucune enquête ouverte après les attentats de l'extrême droite - qu'il s'agisse de l'affaire de la Banque de l'agriculture de Milan, de celle de l'« Italcas », de celle de Brescia, ou de la destruction de la gare de Bologne - n'a abouti. Et lorsque des suspects ont été déferés devant les tribunaux, leur culpabilité n'a jamais pu être prouvée, parfois à la suite d'insuffisances qui ne peuvent s'expliquer que par des complaisances proches du pouvoir, qu'il s'agisse des services de renseignement ou de certains secteurs de l'armée.

Le terrorisme « noir », première version, a échoué, mais ses promoteurs n'ont sans doute pas abandonné leur projet. Somme toute à l'ambition d'une nouvelle campagne ? On ne peut pas l'exclure. Mais on ne peut pas non plus écarter, à ce stade de l'enquête, la piste qui conduirait à des « organisations extérieures », et à laquelle M. Craxi a fait allusion lundi à Bologne. Dans ce cas, les autorités italiennes ne sauraient beaucoup plus qu'elles ne le disent et seraient la proie d'un chantage odieux, mais habituel, dont le but serait d'obtenir la libération de l'appareil de terrorisme politico-militaire récemment louché par quatre études sur l'extrême droite, à savoir les pays so-

M. Craxi n'exclut pas la responsabilité d'« organisations extérieures »

Rome. — Malheureusement, nous ne pouvons pas encore dire que nous avons vaincu le terrorisme. Tels ont été les premiers mots prononcés par le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, dès son arrivée, le 24 décembre à l'aube, à Bologne. A peine descendu de l'hélicoptère des carabinieri, qui l'avait amené de Salvo d'Acquino, dans les montagnes du Haut-Adige, il s'est rendu au chevet des blessés de l'attentat. « C'est la troisième fois que je me retrouve à Bologne dans de telles circonstances... Le peuple italien a le droit d'être défendu. Le très populaire chef de l'État, en quelques phrases simples, résumait l'état d'esprit d'un pays de nouveau confronté au spectre d'un terrorisme aveugle qu'il croyait conjuré.

(Interim)
(Lire la suite page 3.)

La reprise s'affermie en Allemagne fédérale

Les investissements croissent et le chômage tend à régresser

Correspondance

Bonn. — Un vent d'optimisme souffle en cette fin d'année sur l'économie allemande. A quelques rares exceptions près, comme Kiel, Institut, proche du Parti social démocrate, les milieux de la finance et de l'industrie voient 1985 en rose. Si les objectifs de croissance restent prudents - entre 2% et 3% - l'attention se porte sur ces derniers mois à brutalement cédé la place à l'optimisme.

Le conseil des experts, constitué de cinq personnalités indépendantes, a été le premier à changer de ton. Dans leur rapport traditionnel de fin d'année, publié le 23 novembre dernier, les cinq « sages » estimaient que l'économie allemande n'avait rien à envier à celle des États-Unis, qu'il y avait de bonnes chances maintenant pour une reprise durable, reposant sur une stabilité des prix. Même son de cloche à l'Union des banques, qui entrevoit pour 1985 une croissance de « 2,5% et plus » et envisage un léger recul du chômage pour la première fois depuis 1979.

La croissance reposera, de l'avis général, sur deux piliers solides : les exportations, dont l'essor devrait se

poursuivre en 1985, et une forte reprise des investissements qui s'était fait attendre. Leur progression serait, selon l'IFO-Institut, de l'ordre de 10,5% (8% en termes réels).

Les exportations, qui ont servi de moteur à l'économie allemande en 1984, continuent à progresser en fin d'année, selon l'Union des banques, « à toute vapeur ». Même avec un affaiblissement de la conjoncture américaine, l'Union des banques estime que les perspectives resteraient bonnes sur les marchés étrangers, en raison de la reprise en Europe de l'Ouest. Après le véritable boom de 1984, la Commerzbank prévoit une nouvelle progression des exportations de 6% en termes réels en 1985. Dans un contexte de reprise des investissements au niveau mondial, soulignée-elle dans son dernier bulletin, « l'industrie allemande se trouve favorisée du fait de la place de choix qu'elle occupe sur le marché des biens d'équipement, en particulier dans la construction mécanique ».

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 1.)

Noël sans trêve au Liban

A Tripoli, des combats ont opposé l'armée aux milices islamistes

La violence ne connaît pas de trêve au Liban. Pour la première fois depuis le déploiement de l'armée libanaise à Tripoli, des combats ont éclaté le lundi 24 décembre dans la métropole septentrionale du pays entre les forces de l'ordre et les miliciens du mouvement islamiste Tawhid. Il y a eu trois morts et sept blessés dans les rangs des islamistes.

A Saïda, un Libanais de vingt-cinq ans a été tué par des soldats israéliens qui, selon la police, l'ont abattu sans sommation. Toujours dans le Sud, un civil libanais et trois militaires israéliens ont été blessés au cours d'une attaque lancée contre les forces d'occupation israéliennes.

Le cœur n'est plus à la fête...

De notre correspondant

Beirut. — 24 décembre 1985, minuit. L'espace d'un instant, la guerre se fige et se mue en une grande arabe désignée par les belles traçantes sur fond de ciel noir d'encre. C'était le premier Noël d'une guerre qui n'en finit pas. Nous sommes au dixième, le plus triste, marqué du sceau d'une désillusion résignée dans un contexte de crise socio-économique.

Sombre Noël 1984, dans un climat de pseudo-peace ou de semi-guerre qui n'est rien d'autre qu'un immense et angoissant point d'inter-

rogation sur l'avenir proche et lointain.

Les efforts des commerçants pour donner un air de fête à leurs boutiques - du moins dans les quartiers chrétiens, car, à Beyrouth-Ouest, Noël est gommé de la rue - sont aussi vains et, en définitive, pathétiques, malgré leur motivation mercantile, que l'entêtement de la population à faire comme si la menace des obus lui laissait un répit.

LUCIEN GEORGE.
(Lire la suite page 5.)

Le Soudan en effervescence

I. — La famine clandestine

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Khartoum. — Des enfants squelettiques, affaiblis, comme hébétés, sur le sol brûlant du désert ; des femmes au visage émacié pleurant en silence ; des hommes, le buste courbé, le regard suppléant, offrant à l'étranger de passage de travailler pour une poignée de dourra (1) ou pour quelques litres d'eau ; autour d'eux s'étendait à perte de vue des tentes de jute en lambeaux, des débris de chèvres, de vaches, de chameaux, morts de faim et de soif, tout comme des milliers de Soudanais, victimes de la famine.

Le fleuve se répand d'ouest en est, subrepticement, en quelques sortes clandestinement, puisque les officiels et les médias observent à son sujet une pudique discrétion. Rares sont ceux qui connaissent ou qui admettent l'existence de ce campement de Souk-Libya, pourtant situé à 2 kilomètres de la capitale, où ont afflué une centaine de milliers d'habitants du Darfour du Kordofan. Ils sont cinq fois plus nombreux, dit-on, à avoir vendu à vil prix leurs maigres biens avant de désertir les deux provinces sinistrées pour s'agglutiner autour des villes de province. Ils ne supportaient plus de se nourrir d'ombouk (déchets d'huile qui servent d'aliment au bétail), d'insectes, de feuilles et de racines d'arbres et, surtout, de manquer d'eau.

Des commerçants, des médecins revenant de l'Ouest, rapportent que des familles abandonnées, à l'ombre d'un arbre ou d'une masure, en leur confiant une modeste pitance, parents et grands-parents, jugés trop vieux pour traverser le désert à pied. La malnutrition, la déshydratation, diverses affections intestinales, déciment les cortèges de l'exode. Certains ont croisé des femmes qui les ont implorés de prendre en charge leurs enfants, offrant parfois de les échanger contre un sac de dourra. D'autres ont été témoins d'émeutes, notamment à Kadugli, chef-lieu du Sud-Kordofan, où la population, saisie par la colère devant les malversations et les spéculations touchant aux produits alimentaires, a pris d'assaut entrepôts et magasins, s'est emparée de leur contenu avant de les saccager.

Le mot de famine ne figure pas dans le vocabulaire officiel, et ce n'est que le 31 juillet dernier - alors que la sécheresse ne cessait

de s'étendre, tel un chancre, depuis au moins trois ans - que le maréchal Nemeiry a proclamé « zone de désastre » la seule région du Darfour.

Limitrophe du Tchad et de la Libye, peuplée de tribus nomades non arabisées, portées à la contestation d'avantage que celles du Kordofan, le Darfour, explique les mauvaises langues, inspire au chef de l'État une sollicitude qui ne serait pas dépourvue d'arrière-pensées politiques. La volonté de minimiser l'ampleur du fléau, d'occulter ses effets jusqu'à s'abstenir pendant longtemps de demander l'aide des organisations internationales, serait dictée par un souci de prudence.

L'afflux de dizaines de milliers de tonnes de céréales poserait de sérieux problèmes de logistique - compte tenu de la capacité d'accueil de Port-Soudan et la rareté des routes, tandis que la distribution gratuite des denrées ruinerait nombre de propriétaires fonciers en faisant dégringoler les prix de leurs produits. La discrétion est

encore payante dans la mesure où elle pénalise d'éviter de répondre à des questions gênantes sur la gestion économique, sur la dégradation progressive de l'industrie et de l'agriculture que l'État n'a pas pu enrayer.

La faim ne menace pas seulement les quelque six millions d'habitants du Darfour et du Kordofan. La récolte du dourra, dont les excédents étaient naguère exportés, suffirait à nourrir la population seulement jusqu'en février prochain (2). D'autres denrées agricoles, qui fournissent à l'exportation la majeure partie des devises, sont en nette régression (3).

Le déficit de la balance commerciale s'aggrave, les restrictions sur l'importation de produits de première nécessité provoquent des pénuries durement ressenties. Les automobilistes à Khartoum font la queue devant les pompes à essence, parfois des nuits entières, pour recevoir leur ration hebdomadaire, au demeurant si faible qu'elle ne leur permet pas de quitter la ville. L'État consacre déjà

plus de la moitié de ses ressources en devises au règlement de la facture pétrolière. Celle-ci aurait pu être singulièrement allégée dès l'année prochaine si les insurgés sudistes n'avaient pas interrompu les travaux en cours pour l'extraction de l'or noir. Or le maréchal Nemeiry est déterminé à « poursuivre la guerre aussi longtemps qu'il le faudra ».

La pénurie de produits énergétiques, la fréquence des pannes d'électricité, la rareté des matières premières importées, venant s'ajouter au délabrement des infrastructures et à l'incertitude de la bureaucratie, provoquent des faillites en chaîne, la paralysie progressive de l'industrie.

(Lire la suite page 5.)

(1) Variété de sorgho qui sert à fabriquer le pain.
(2) De 3,3 millions de tonnes en 1981, la production du dourra pour 1984-1985 est de 1,2 million de tonnes, alors que les besoins minimaux du pays nécessitent 1,8 million de tonnes.
(3) Le volume des exportations agricoles a baissé des deux tiers depuis 1971.

Les fêtes de la Nativité

Lire : page 2 le commentaire d'HENRI FESQUET ;

page 6 le reportage de notre envoyé spécial en Nouvelle-Calédonie ;

page 12 le message d'espérance de Jean-Paul II.

Toumi Djaidja
gracié
par le président
de la République

Lire page 12

RÉTROSPECTIVE HÉLION A PARIS

La peinture à bras-le-corps

Chapeau melon à bord rabattu, visage rond de face, col cassé, cravaté, habillé pour sortir, le prénom d'Emile fait son entrée dans le champ pictural d'Hélion en 1939. Il a du corps, Emile, de la présence, une force plastique évidente qui lui vient de sa construction en gros plans et volumes simples ; et un bon poids de fascination qui, lui, est plutôt relatif à son inachèvement : il manque le regard pour que le personnage fasse tout à fait figure d'être humain, bien qu'il ait une façon de rouler des mécaniques qui en dit long sur son potentiel de vie.

Emile en fait est un passant, un être en transformation, un morceau de peinture en mouvement, l'image même d'une volte-face après dix ans de non-figuration issue de la veine la plus réductrice de l'entre-deux-guerres : le néo-plasticisme de Mondrian. C'est par là qu'Hélion est

entré en peinture, mais une fois dedans, il s'y est senti assez vite mal à l'aise, au point même de commencer à bousculer les plans et à chercher, dès 1934, à sortir du rang.

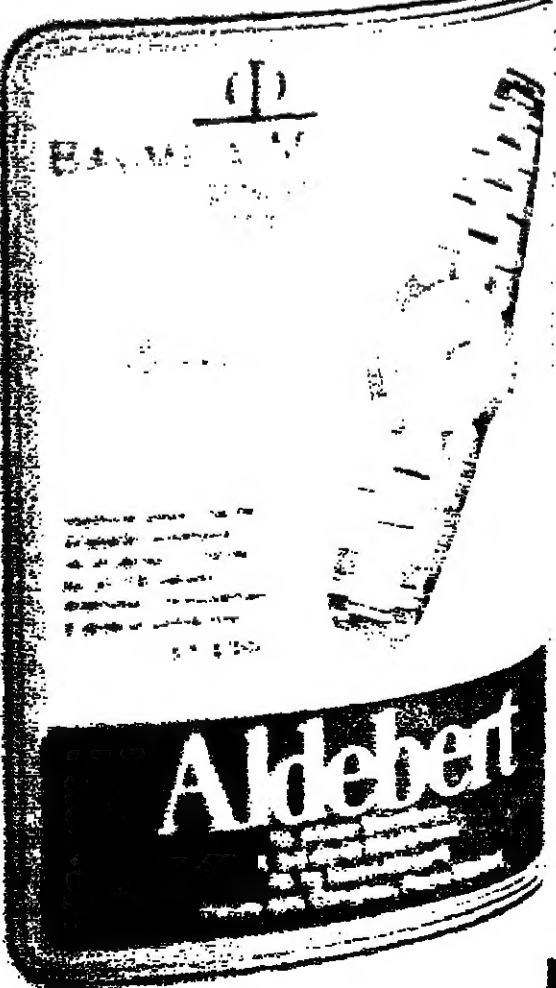
L'exposition du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, qui coïncide avec les quatre-vingts ans d'Hélion, n'a pas toutes les vertus d'une grande rétrospective, mais elle montre particulièrement bien le début de cette aventure artistique singulière jalonnée de formes et de figures remuantes qui mènent à Emile et ses frères de l'après-guerre : Edouard au canotier, de profil, et Charles au chapeau mou, de dos, qui entraînent la reprise de contact du peintre avec la « réalité vivante et multiple ».

De toile en toile, de Compositions en Tensions, d'Équilibres en Figures, on y voit très clairement s'opérer de curieux remembrements de plans et

de couleurs fragmentées, muter des formes douces poussées du dedans, garnies de rondeurs impures, pour germer en manière de tête, de buste, de personnages assis ou debout. Ce qu'Hélion, premier témoin de cette évolution, résumera comme « une abstraction conduite le plus près possible de la structure de la vie ». Quatre, au bout du compte, à faire figure de traits ou de « déformés » en habillant Emile de toutes les apparences de l'homme de la rue.

La rue, fabrique et carrefour d'images, lieu d'échanges, de relations sociales et de croisements de sens, sera le terrain privilégié du peintre - cet évadé de l'avant-garde formaliste, parti à la conquête du réel au moment où d'autres découvrent tout juste l'abstraction.

GENEVÈVE BREERETTE.
(Lire la suite page 8.)



commentaires

Le Monde

Exercices d'assouplissement

On a beaucoup à apprendre encore sur la circulation de l'information dans notre pays. Est-il si surprenant que les syndicats (sauf la CGT) aient dû, sous la pression de leur base, faire machine arrière et refuser de signer le protocole d'accord sur la flexibilité qu'ils avaient pourtant approuvé ?

Il ne paraît pas concevable à un militant qu'on lui présente tout ficelé un contrat qui apporte tellement de renouveau dans l'action sociale. Y a-t-il eu ailleurs et retours de consultations entre les fantasmes et les généraux des centrales au cours de cette longue négociation ? On peut fortement en douter, au vu de la réaction des fédérations.

C'est bien là le vice de l'organisation de type français, héritée du système militaire. Tout part des sommets et la pyramide doit suivre, parce que seule la tête sait quel est le bon chemin que les masses doivent emprunter. C'est aussi vrai pour l'administration que pour l'industrie, ou les formations politiques. Du haut de ces pyramides, on peut contempler les dégâts : l'effritement des effectifs du Parti communiste, des syndicats, des difficultés de voir naître dans l'Hexagone des « entreprises du troisième type » adaptées au nouvel âge industriel.

MODERNISATION ? La première est de construire des circuits où tous les acteurs d'un système puissent échanger leurs vues sur la manière de l'accomplir. La rengaine du Japon passe plus mal aujourd'hui. N'empêche. Ils ont compris là-bas que les alliances et venues de messages et de signes tout au long de l'échelle des hiérarchies étaient dix fois plus constructives — même si elles prenaient plus de temps — que la seule descente des ordres venus d'en haut.

Puisque nos « bonzes » ont raté leur coup, qu'on repasse le flambeau de la flexibilité aux unités de base, qu'on reparte sur le terrain pour les exercices d'assouplissement indispensables, si l'on veut chasser la sclérose.

PIERRE DROUIN.

La BN peut s'en sortir

La Bibliothèque nationale, après des années d'apathie, s'est lancée dans des programmes ambitieux et mal connus du grand public : informatisation des catalogues, sauvegarde des collections, décentralisation et extension, développement de départements spécialisés. L'effervescence règne.

Dès l'an prochain, l'informatique devrait produire ses premiers effets. Rues de Richelieu. Elle seule peut permettre à une grande bibliothèque de faire face au doublement — tous les vingt ans — du nombre de livres, de journaux et de publications de toutes sortes qu'elle est amenée à collecter, cataloguer, conserver et communiquer.

Un plan de sauvegarde qui concerne près d'un million de livres a été lancé en 1980 pour protéger et restaurer des collections qui seraient autrement condamnées à disparaître. Enfin, signe de modernité, la BN a, dans les dernières années, développé ses activités dans de nombreux domaines : Phonothèque nationale et audiovisuelle, arts du spectacle, photographie.

Tout ce dynamisme n'empêche pas les critiques de se faire de plus en plus nombreuses. « La BN coule », c'est le refrain du *Figaro*, titrait tout récemment un hebdomadaire qui s'insurgeait contre l'insuffisance du budget alloué à la Nationale.

Et pourtant, celui-ci a presque triplé depuis 1979 et a été multiplié par 2 entre 1981 et 1984. Et en 1985, alors que les crédits de sa direction de tutelle vont baisser de 20 %, la BN sera le seul établissement public du ministère de la Culture avec Beaubourg à voir son budget progresser de près de 13 % !

Mais il est vrai que celle-ci souffre d'un retard considérable par rapport à ses homologues et qu'elle ne peut plus faire face à toutes ses missions : elle en fait trop et le fait mal ! Pour éviter l'effacement progressif, il faut renoncer à tout faire et concentrer tous les efforts sur l'essentiel : les imprimés et les manuscrits.

La BN pourrait ainsi sans dommage se séparer de la Phonothèque, de l'Arsenal, qui est une bibliothèque à part entière, des collections des arts du spectacle qui deviendraient autant d'institutions autonomes. La Nationale devrait également laisser à l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et au Centre national du cinéma (CNC) le soin de conserver films et vidéogrammes. Quant aux monnaies et médailles, et

aux estampes, l'exemple britannique devrait nous éclairer : la British Library n'en a pas voulu et les a laissées en 1973 au British Museum lors de la scission des deux institutions. Le futur Grand Louvre ne pourrait-il pas les accueillir ?

L'alternative est claire : soit la BN se concentre sur sa mission essentielle, soit elle s'orienterait lentement vers l'échec par apoplexie et n'offrirait plus bientôt que le visage d'un grand cimetière à « objets culturels ». Quels que soient les crédits, ils ne remplaceront jamais un véritable projet politique, clair et réaliste. Qu'attendons-nous ?

Cyril BOUYEURE, Ambroise LAURENT et Guillaume PÉPY, anciens élèves de l'ENA.

Les approximations de M. Julia

M. Didier Julia s'est rappelé à notre connaissance en qualifiant de national-socialiste la politique de M. Laurent Fabius en Nouvelle-Calédonie. Ce n'est pas la première fois que M. Didier Julia, agrégé de philosophie, se fait connaître par son sens aigu de la propriété des termes. Auteure d'un *Dictionnaire de la philosophie*, publié aux éditions Larousse en 1964, il donne, à partir de la page 26, une notice sur saint Augustin, qui « peut être considéré comme le fondateur de la philosophie de la religion ». On apprend avec intérêt qu'Augustin, dont il nous est rappelé à bon droit qu'il est né en 354 et est mort à Hippone (aujourd'hui Annaba) en 430, était « de père musulman et de mère chrétienne ». La mère chrétienne était en effet sainte Monique. Quant au père musulman, deux siècles étaient encore à venir avant la naissance de l'islam...

Pierre VIDAL-NAQUET.

Le malentendu des propositions pontificales

Votre chroniqueur religieux, dans le numéro du 18 décembre, m'a taxé (...) d'intégrisme, alors que je suis traditionnellement conciliant et que vous vous souvenez peut-être de l'article que j'ai publié dans votre journal le 14 avril 1978 — article qui m'avait valu l'« excommunication » de Mgr Ducaud-Bourget.

Il faut dissiper le malentendu qu'ont suscité (...) les propositions

par HENRI FESQUET

UNE histoire en forme de conte oriental : peu banale, fluide et pleine de poésie. Un soir d'hiver, un jeune couple a cherché refuge dans une caverne rocheuse où se retrouvaient bœufs, ânes et moutons, venant à l'abri du soleil ou du froid sur une vague frêle de paille. La mère allait y accoucher, et on la disait vierge conformément à d'anciennes traditions bibliques.

Installé dans une mangeoire, le bébé se portait bien. Il vivait non de confort mais de tendresse. On l'appelait Jésus, il se trouvait dépositaire de promesses immémoriales. Huit siècles auparavant, le prophète Michée ne s'était-il pas exprimé ainsi dans l'Ancien Testament :

« De toi Bethléem, bien que tu sois petite entre les villes de Juda, naîtra pour nous le Roi, celui qui doit régner sur Israël, dont la lignée remonte aux temps antiques. » (Mi. 5, 1.)

Or la grotte est précisément située aux abords de Bethléem. On ne sait plus où elle est, ni exactement le jour ni l'année de l'événement. L'Eglise le célèbre le 25 décembre, car c'était la fête païenne du « soleil vainqueur » (solstice).

Six mois plus tard, à moins que ce ne soit un an, trois rois mages venus de Perse, d'Arabie ou de Chaldée, plus ou moins fiers d'astronomie, ont enfourché leurs montures et sont venus à Bethléem apporter des présents à l'enfant. On ne connaît ni les noms ni les fonctions de ces rois venus de l'Orient, ni à fortiori la date de leur voyage. Ils auraient suivi une étoile annoncée par Balaam (Nombres 22, 17) qui se serait arrêtée au-dessus de la crèche.

Noël n'est pas une affaire pour les historiens mais donne à penser ou à rêver et permet aux prédicateurs de broder. Comment ne pas songer au mot de Paul Valéry : « Les prières, ces prières aux choses vagues ? Mais de toute façon, à un ou deux

ans près, Jésus est né, c'est là l'important, et la grande épopée chrétienne va se déployer irrésistiblement dans l'espace et le temps.

On ne fabrique pas une religion sur un fait divers : il y faut la rencontre d'un événement et d'une tradition. Plus personne n'aurait entendu parler du fils de Marie si la tradition orale n'avait été considérée dans les quatre Évangiles canoniques et si, surtout, au terme de trois ans de vie publique, les événements de Pâques n'avaient fait rebondir le message de Jésus. L'histoire de la grotte de Bethléem a été en quelque sorte écrite à l'envers, car seul l'avenir peut expliquer le passé. Il en va souvent ainsi pour les hommes devenus célèbres.

Le jouet de Thérèse

Venant à Lisieux le musée de Thérèse, Jean Guillemin, devant un cheval d'enfant présenté comme un jouet de la future carmélite, demande au guide si cet objet avait vraiment appartenu à la sainte. Bien sûr que non ! lui fut-il répondu, car à cette époque personne ne savait que Thérèse serait canonisée !

Tous ceux qui ont parcouru les lieux saints savent que leur authenticité est presque toujours douteuse et que le grand théâtre de la province de Jérusalem est plus évocateur de Jésus que le monument et se prétendait de la Réurrection. La Réurrection n'est pas un miracle ; elle est un mystère, ce qui est loin d'être la même chose. La religion se fonde sur deux ou trois mystères. Le mystère n'est pas propre à la religion, il n'humilie pas l'esprit, il l'éveille plutôt à la manière de l'art ou de l'amour. La foi ne se nourrit pas d'évidences mais de doutes surmontés, pour le dire autrement, de doutes approfondis.

La foi ne résout pas les problèmes que tout homme qui réfléchit se pose, elle les enlève sur un autre plan. Si une religion veut donner confiance en elle-même, elle doit se

cher d'un grand intérêt et qui apportent quelques lueurs, mais l'essentiel n'est pas là : il est dans le fait qu'un homme nommé Jésus soit né, qu'il ait lancé un message soigneusement corrigé et surtout que les événements de Pâques aient eu lieu d'une manière ou d'une autre et qu'ils soient à la source du christianisme. Faute de quoi, tout l'édifice croulerait.

Le chrétien de bonne race ne croit pas n'importe quoi ; il passe outre devant le brio-à-brac doctrinal, liturgique ou factuel des Églises et des sectes. Il s'en tient aux propos et aux actes principaux de Jésus. La foi est une perle qui tient dans le creux d'une seule main. Pour en percevoir la qualité, il suffit de la dégrader des conceptions adjacentes.

Pourquoi s'attarder des névroses du folklore, des légendes, des apocryphes, des exotismes maisinaux devant les phénomènes parahumains, des hyperboles de clercs de second ordre et de vent de pseudo-miracles ? L'appât de surmature habite tout homme, et on ne voit guère comment il pourrait en aller autrement. La religion prête au merveilleux mais constitue aussi un antidote à des névroses en tout genre, car son génie est ailleurs.

Alain, libre penseur, avait mieux saisi que certains croyants. Il affirmait que le christianisme était la seule religion sans miracle ou miracle. Aucun miracle en effet n'est constitutif du christianisme. La Résurrection n'est pas un miracle ; elle est un mystère, ce qui est loin d'être la même chose. La religion se fonde sur deux ou trois mystères. Le mystère n'est pas propre à la religion, il n'humilie pas l'esprit, il l'éveille plutôt à la manière de l'art ou de l'amour. La foi ne se nourrit pas d'évidences mais de doutes surmontés, pour le dire autrement, de doutes approfondis.

La foi ne résout pas les problèmes que tout homme qui réfléchit se pose, elle les enlève sur un autre plan. Si une religion veut donner confiance en elle-même, elle doit se

voir avouer son ignorance sur tant de points ; elle devrait même aller jusqu'à se réjouir de ne pas avoir de réponses à tout. Elle n'a pas à nous encombrer de certitudes controversées et d'un ordre mineur. L'homme moderne attend de la religion qu'elle soit réservée et tolérante. Il ne saurait avoir confiance en des clercs qui jouent les médisateurs ou se posent en infatigables.

Si Noël est la fête du Tout-Puissant, il donne une complaisante leçon de modestie. « Dieu est mort en Jésus-Christ », remarque le Père Jean Caronnet. Il n'est pas le maître du mal et de l'injustice individuelle ou sociale. S'il est insaisissable, c'est parce qu'il est amour. Comment pourrait-on à la fois croire en Jésus-Christ, fils de Dieu crucifié, et en l'Être suprême, sorte de Führer qui broie les bons et les méchants ?

La vision fondamentale

Dévoiler la foi de ses fondements et des affirmations ingénues, ce n'est pas affaiblir la religion, ce n'est pas l'énervier mais en dégager la vision fondamentale. Le christianisme est moins une cathédrale gothique qu'une nef nue de chapelles distantes qui supporte mais n'est pas des siècles postérieurs.

Il était relativement facile d'être chrétien au Moyen Âge, lorsque le tissu social et politique était imprégné par la foi collective. Aujourd'hui, la foi est devenue personnelle, fragile, contestée. Qui y a perdu et quel ? La confort ? Les réflexes conditionnés ?

Tant que les Béatitudes seront lues dans l'Eglise et qu'elles brûleront d'un feu rouge les hommes de bonne volonté, elles apporteront la preuve que le message intégral de l'Évangile est en soi la fibre à plier et toutes ses complaisances restent vivantes. « Et c'est ainsi que... »

COURRIER

principales causes à mon avis, à savoir la désertification de Paris intra muros.

Il faut savoir que Paris est tombé au niveau des deux millions six cent mille habitants en suite logique de la politique d'urbanisation qui y a été menée depuis trente ans : la cherté des loyers est telle que les classes moyennes ou jeunes ne peuvent absolument pas s'y installer, et seules les personnes bénéficiant de statuts du type loi de 1949 qui se trouvent être le plus souvent âgées et du fait des vicissitudes de la vie continuent à y habiter : le tissu conjonctif de la solidarité journalière est donc détrempé.

D'autre part prétendre régler ce genre de problèmes par inflation policière est voué à l'échec : faudrait-il un policier par citoyen ? Faudrait-il que Paris bénéficie d'une surallocation policière au regard de la moyenne nationale et que l'ensemble des Français lui la payent comme on en a un général trop pris l'habitude ?

Non, non et non : que Messieurs les bons apôtres qui croient en loup si fort fassent leur examen de conscience, assument leurs responsabilités et prennent enfin les mesures qui referont de Paris une ville humaine où toutes générations puissent cohabiter dans l'exercice d'une solidarité réciproque.

PIERRE LANGLOIS, Professeur (Albi).

Revenir à Jules Ferry ?

Il est dommage que les ministres ne méditent pas toujours les intentions et les responsabilités de leurs prédécesseurs, que ceux-ci aient laissé ou non un souvenir durable dans l'histoire de l'école. Pour ne prendre qu'un exemple, cet essai de « pédagogie différenciée » qui se concrétise par la création des classes dites « de transition » et des classes « pratiques » mériterait mieux que d'être jeté à bas brutalement, après que

l'on eut donné en pâture à l'opinion publique quelques échecs retentissants.

Que de réussites dont on a peu parlé ! Que d'élèves aujourd'hui parfaitement intégrés à la vie sociale ! Que de maîtres capables, parce qu'enthousiasmés et rigoureux à la fois, qui sont restés ignorés pendant que les projecteurs des médias se braquaient sur les échecs les plus exploitables ! (...)

Il est certain que des pédagogues « nouveaux » se sont formés ou ont été formés en grand nombre, des pédagogues dont l'attitude en face des enfants est différente de ce qui a pu exister parce qu'ils sont persuadés qu'il est devenu quasiment impossible, dans la France de 1984, d'éduquer un enfant selon la formule du sens unique adulte-enfant. Un ministre devrait savoir que cette rupture — considérable — avec le passé est aujourd'hui irréversible, sauf à vouloir diviser gravement le monde enseignant.

Cette nouvelle génération de maîtres s'est attelée à la rénovation du métier d'enseigner, plus particulière-

ment au cours des quinze dernières années, et cela a été le lot quotidien de ceux qui étaient chargés de classe, comme de ceux qui étaient chargés d'animer, de conseiller, de chercher. C'est toute une fraction très importante des enseignants qui a tenté d'effectuer une synthèse entre les vagues pédagogiques traditionnelles et les apports des écoles nouvelles, et il n'est donc pas surprenant que l'on n'ait plus seulement envisagé la transmission des savoirs mais que l'on ait également mis l'accent sur les « savoir-faire ».

Un tel réajustement est encore digne d'inspirer les efforts des pédagogues d'aujourd'hui et de demain, car de la liaison entre ces deux aspects de la pédagogie dépend peut-être la réussite ou l'échec d'une éducation. Si l'on veut ignorer les apports des écoles nouvelles, le plus simple pour le ministre est de faire rééditer les instructions officielles de la période de Jules Ferry !

RAYMOND LE FUR, retraité, ex-inspecteur départemental.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 300.000 F.

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferecand.

Imprimeur : Le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IXE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 683 F 859 F 1 080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAIR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 815 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie) L BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 683 F 859 F 1 080 F

IL - SUISSE - TUNISIE 454 F 859 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse difficiles ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande par lettre au moins deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 mt. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 6-8 \$; Grèce, 66 dr. ; Israël, 55 p. ; Italie, 1 800 L ; Japon, 500 ¥ ; Liban, 1 200 L ; Luxembourg, 8,20 fr. ; Pays-Bas, 85 sch. ; Royaume-Uni, 7,75 lb. ; Suède, 50 kr. ; Suisse, 5,50 fr. ; Turquie, 100 L.

Monde
ROPE
LA VISITE
para cherche à
sur le

La vodka tue
un million de
BIBLIO
« L'URSS et l'
en 198 :

150 000 000

LA VISITE DE M. TIKHONOV EN TURQUIE

Ankara cherche à réaliser une percée économique sur le marché soviétique

M. Tikhonov, président du conseil soviétique, a décidé d'écourter la visite qu'il effectuait à Ankara à partir de ce mardi 25 décembre et de regagner Moscou dès jeudi. Lors de cette visite, retardée d'une journée en raison des obsèques du maréchal Oustinov, M. Tikhonov

s'entretiendra avec le président Kenan Evren et avec le premier ministre, M. Turgut Ozal. Il doit signer deux accords avec la Turquie, l'un de cinq ans portant sur les échanges commerciaux et l'autre de dix ans, sur la coopération économique.

De notre correspondant

Ankara. — La dernière visite d'une haute personnalité soviétique à Ankara remonte à neuf ans. Alexis Kossyguine, alors chef du gouvernement, s'était rendu en décembre 1975 dans la capitale turque, et par ailleurs, M. Evren, alors premier ministre, fut l'hôte de Moscou en 1978. Ankara a répondu négativement jusqu'à présent à la proposition soviétique de traité d'amitié et de coopération, et s'est contenté de signer, en 1972, puis en 1978, des accords portant sur le principe de bon voisinage. Les Turcs doivent concilier ces relations de bon voisinage avec leurs obligations de membres de l'alliance atlantique. Mais ils cherchent aussi à présent à réaliser une percée économique sur ce marché voisin du nord.

Moscou en est bien conscient. Le voyage de M. Tikhonov, en dehors de ses objectifs économiques, illustre aussi le souci des dirigeants du Kremlin de maintenir des « rapports équilibrés » entre la Grèce et la Turquie. Le chef du gouvernement soviétique a déjà visité Athènes en octobre dernier et s'apprête à recevoir le premier ministre grec, M. Papandréou, en février prochain. Nul n'ignore que, en la personne de ce dernier, Moscou semble avoir trouvé « presque un allié », pour un membre de l'OTAN. Mais les dirigeants soviétiques n'ont pas pour autant démontré qu'ils tiennent aussi à leurs bonnes relations avec Ankara. Le chef du gouvernement soviétique pourra, en outre, saisir l'occasion de cette visite dans un

pays membre de l'alliance atlantique pour donner des indications sur les positions soviétiques en matière de limitation des armes nucléaires, avant la rencontre entre MM. Gromyko et Shultz à Genève, au début de janvier prochain.

Les Turcs, qui achètent déjà depuis plusieurs années de l'énergie électrique aux Soviétiques (6 millions de kWh par an actuellement), souhaitent porter ce chiffre à 1,2 milliard de kilowattheures par an à partir de 1987 pour couvrir en particulier les besoins de leurs départements de l'Est. De même, un nouvel accord sur l'achat de gaz naturel à l'Union soviétique à partir de 1987. Moscou s'est engagé à livrer 1,5 milliard de mètres cubes de gaz naturel par an, chiffre qui pourrait progressivement s'élever à 6 milliards de mètres cubes (le Monde du 21 septembre).

En contrepartie de ces livraisons, les Turcs fourniront aux Soviétiques des produits agricoles (agrumes, raisins secs, noix, olives), et espèrent également accroître leurs exportations de textiles, dont l'écoulement devient de plus en plus difficile en Occident en raison des politiques protectionnistes en vigueur. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays pourrait être porté à 3 milliards de dollars par an, en 1987, et à 6 milliards de dollars en 1990. Certains craignent toutefois l'accroissement de la dépendance

énergétique de la Turquie à l'égard de l'Union soviétique.

Ankara a bénéficié depuis 1967 de l'assistance technique soviétique pour la réalisation de plusieurs projets industriels importants ainsi que de crédits (plus de 1 milliard de dollars au total) à très faible taux d'intérêt. Cette assistance soviétique a toujours été appréciée des Turcs, dont les besoins sont immenses et les ressources financières limitées.

A Ankara, on apprécie également la modération dont a fait preuve l'Union soviétique à propos de la question chypriote et aussi l'attitude « neutre » que Moscou a toujours observée à propos du conflit turco-grec sur la mer Egée. En ce qui concerne la délimitation des eaux territoriales en mer Egée, les Soviétiques, comme les Turcs, sont favorables au maintien de la limite actuelle à 6 milles. En effet, si elle était portée à 12 milles, comme le réclame Athènes, la circulation des navires soviétiques serait soumise à une autorisation de la Grèce.

Il est probable que les Soviétiques exprimeront leurs craintes quant à l'utilisation éventuelle de certains aéroports situés à l'est de la Turquie par la force de déploiement rapide américaine, en cas d'intervention dans le Golfe. Mais, sur ce sujet, les Turcs sont catégoriques : Ankara n'accordera à aucun pays, même allié, des facilités militaires pour d'autres objectifs que ceux poursuivis par l'OTAN.

ARTUN UNSAL

Suède

Les reclassements dans l'opposition menacent les sociaux-démocrates

De notre correspondant

Stockholm. — La persévérance est parfois payante. Après avoir lutté contre vents et marées, après avoir été dédaigné par la presse, voilà subitement M. Alf Svensson projeté sur le devant de la scène politique. Lui qu'on n'apercevait qu'une fois par an seulement à la télévision est devenu depuis cet automne la vedette du petit écran et des radios ; les rédactions se l'arrachent.

Quarante-six ans, père de trois enfants qui n'oublient jamais de faire leur prière avant les repas, M. Alf Svensson est depuis onze ans le leader du Rassemblement chrétien-démocrate (KDS). Aux législatives de 1982, ce parti, ultime forteresse des adversaires de l'avortement, du luxe, de l'homosexualité et de l'alcool aux vertus diaboliques, avait recueilli 103 820 bulletins de vote, surtout dans ces provinces arctiques du nord et du sud de la Suède où les Églises dissidentes, les communistes baptistes et pentecôtistes demeurent très influents. 1,9 % des voix, ce n'est pas suffisant pour être représenté au Parlement, et donc pour exaucer le rêve d'Alf Svensson : devenir député.

Pendant de longues années, ce « serviteur de Dieu » et ses adeptes ont été considérés avec ironie par l'ensemble de la classe politique, présentée comme des hystériques, des irréductibles, de sombres provinciaux réclamant le rétablissement du catéchisme à l'école et le retour de la femme à ses fourneaux. Il fallait assurément du courage pour défendre ces idées dans un débat dominé par de redoutables mouvements féministes.

Mais le Rassemblement chrétien-démocrate doit sa percée inattendue à la conclusion cet automne d'un accord électoral avec le Parti du centre (ex-agricarien) dirigé par M. Thorbjörn Fälldin, ancien premier ministre. Depuis dix ans, les centristes ne cessent de perdre du terrain. De 25,1 % des voix en 1973, ils sont tombés à 15,5 % en 1978. Faute de programme politique captivant (le « non » à l'abortion n'avait permis que de limiter les dégâts et ne mobilise plus), il leur fallait donc trouver une astuce, un moyen de redresser la barre pour contraindre les conservateurs aux dents longues.

M. Fälldin est rusé, et, en s'alliant contre toute attente aux chrétiens-démocrates pour présenter aux élections de l'année prochaine des listes communes sous l'étiquette « centre », il espère faire d'une pierre deux coups : renforcer son propre parti et battre les sociaux-démocrates d'Olof Palme.

Les quelque cent mille voix, jusqu'à présent « perdues », des chrétiens-démocrates viendront désormais fortifier le camp « bourgeois » et peut-être faire pencher la balance en sa faveur. Des sondages indiquent que les non-socialistes sont aujourd'hui majoritaires dans l'opinion, grâce aux partisans d'Alf Svensson... M. Olof Palme sent que ce mariage de raison peut lui jouer un très mauvais tour et ne manque pas à avoir une occasion de tirer à boulets rouges sur les centristes et leur chef, M. Thorbjörn Fälldin, qu'il accuse de « trahison » et de « malhonnêteté ». « Faciliter de cette façon

l'entrée d'un petit parti au Parlement est contraire, dit-il, à l'esprit de la Constitution », qui place la barre à 40 % des voix. Les éminents juristes consultés ne sont pas de cet avis : l'accord « technique » est conforme à la loi électorale, à moins que le KDS ne décide de former, dans la future Assemblée, son propre groupe parlementaire avec seulement trois ou quatre députés.

Manifestement, M. Olof Palme vient de réaliser que la bataille des législatives de 1985 sera dure. Les libéraux sont aussi particulièrement nerveux, car ils comptent de nombreux sympathisants parmi les électeurs chrétiens que cette entente, qu'ils ne prévoient absolument pas, risque de détourner d'eux. Il y a quinze ans, des libéraux, forts de leurs 20 % aux législatives, demandaient que le seuil de la représentation parlementaire soit fixé non à 4 % mais à 5 %. Ils ont bien fait de ne pas insister : en 1982, ils ont recueilli seulement 5,9 % des suffrages, et les chrétiens-démocrates, ces « intolérants réactionnaires », qui ont maintenant le vent en poupe, pourraient bien faire mieux qu'eux dans moins d'un an.

Quant à M. Alf Svensson, nouvelle star de la vie politique suédoise, il s'adapte fort rapidement à ce nouveau rôle. Il a commencé, en effet, à modifier ses propos et à mettre de l'eau dans son vin (difficile pour un abstinent). Il ne réclame plus l'abolition de la loi sur la liberté de l'avortement ni le rationnement de l'alcool, car, dit-il, « l'opinion n'est pas mûre pour de telles réformes ».

ALAIN DEBOVE.

SELON UN RAPPORT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

La vodka tue chaque année un million de Soviétiques

Moscou (AFP). — L'URSS comptait en 1980 « quatre millions d'alcooliques et d'ivrognes » officiellement fichés, soit un système de sa population, révèle un rapport confidentiel de l'Académie des sciences de l'Union soviétique. Destinées aux seuls cadres supérieurs du parti, cette étude a été réalisée par la section sibérienne de l'Académie des sciences d'URSS, basée à Novossibirsk, le principal centre de recherche scientifique du pays. Ses résultats sont, de l'avis d'experts occidentaux, les plus accablants sur les ravages de l'alcoolisme en URSS de tous ceux publiés à ce jour.

Tandis que la vodka tue chaque année un million de Soviétiques, le nombre d'alcooliques classés cliniquement malades est évalué à dix-sept millions, les autres étant considérés comme de gros buveurs sans avoir encore atteint l'état pathologique.

« Cette folie de la boisson a pour résultat une dégénérescence progressive de la nation, en particulier de la nation russe [...]. C'est la plus grande tragédie de notre histoire millénaire », déclarent les savants soviétiques. Pour eux, « toutes les palabres sur le Pershing et la tension internationale sont dérisoires » comparées à cet état de choses.

Le doyen d'un institut pédiatrique affirme que 16,50 % des enfants nés en 1982 étaient déformés, soit un enfant sur six.

La consommation de vodka augmente constamment en URSS : elle est passée de moins de 5 litres en 1952 à 30 litres en 1983 par individu et par an. Dans un pays qui ne publie aucune statistique en la matière, le rapport révèle que le taux de mortalité s'est accru de 47 % entre 1960 et 1980, passant de 7,1 à 10,4 pour mille habitants. Alors que l'URSS compte proportionnellement six fois plus de médecins que la Chine, le taux de mortalité y est de 50 % supérieur, note-t-il.

La vente de la vodka rapporte à l'État soviétique 45 milliards de roubles par an (58 millions de dollars), alors que les pertes causées à son économie par l'alcoolisme se chiffrent à 190 milliards de roubles (225 millions de dollars), précise l'étude. L'alcoolisme, poursuit l'étude de Novossibirsk, est à l'origine de 85 % des meurtres, vols, actes de banditisme et vols. Les sociologues soviétiques dressent un tableau bien sombre de la campagne sibérienne, où, disent-ils, il n'y a pratiquement pas de conducteurs de machines agricoles qui atteignent l'âge de la retraite (soixante ans). Rien d'étonnant à cela, « puisqu'ils travaillent tant bien que mal dans la matinée, avec une seule idée en tête, celle de se saouler l'après-midi ». Pour eux, « rencontrer le soir un Sibérien sobre équivaut à rencontrer un Martien ».

BIBLIOGRAPHIE

« L'URSS et l'Europe de l'Est en 1983-1984 »

Comme chaque année depuis 1970, la Documentation française publie un numéro spécial de Notes et études documentaires consacré à l'URSS et à l'Europe de l'Est. Préparé sous la direction de Thomas Schreiber, cet ouvrage fait le point de la situation économique et politique dans neuf pays d'Europe orientale en 1983 et pendant les premiers mois de 1984, y compris en Yougoslavie, ce qui — précisons-le — justifie les auteurs — ne suppose pas l'appartenance au même système politico-militaire.

L'ouvrage comprend, d'autre part, quatre études sur des sujets communs à cette partie du continent, à savoir les pays socialistes

face à un nouvel ordre économique international, le pacifisme à l'Est, les réformes administratives et la gestion locale, enfin le secteur privé. Pour la première fois, les monographies sont complétées par une bibliographie commentée des plus récents livres parus sur l'Europe de l'Est.

Enfin, un organigramme du parti et de l'État dans les neuf pays étudiés fait de cet ouvrage un outil de travail utile pour tous ceux qui s'intéressent au développement de l'autre Europe.

« L'URSS et l'Europe de l'Est en 1983-1984 », la Documentation française, Notes et études documentaires numéro 4767, 268 pages, 45 F.

L'Italie sous le choc de l'attentat

(Suite de la première page.)

Toutes les autorités de l'Etat sont allées sur les lieux. Le président du conseil, M. Bettino Craxi, accompagné par M. Scalfaro, ministre de l'Intérieur, après avoir rendu visite aux blessés dans les hôpitaux de la ville, s'est rendu dans la salle du conseil régional réuni en assemblée plénière, en commun avec les élus municipaux. C'est là que le président du conseil a rappelé avoir lancé « un avertissement des dernières semaines, car un ensemble d'indices de diverses natures montrait que les conditions d'une reprise du terrorisme s'étaient recrées ».

Mais pourquoi à nouveau ce terrorisme aveugle qui fait craindre le retour de la « stratégie de la tension » et d'obscures manœuvres de déstabilisation ? Le chef du gouvernement répond que c'est précisément parce qu'ils constatent que « l'Italie va bien, vit un Noël serein, un moment de confiance », que les auteurs de l'attentat ont décidé de frapper. M. Craxi s'est refusé à toute hypothèse précoce sur l'origine de l'attentat. Il n'en a pas moins affirmé : « On ne peut pas penser qu'il s'agit simplement de l'expression d'une folie destructrice et nihiliste ». Il a fait allusion à l'éventualité d'un attentat préparé par des « organisations extérieures ». Il y a cinq jours, le ministre de l'Intérieur a présenté devant le comité de liaison des services secrets un rapport selon lequel divers indices montraient que le terrorisme moyen-oriental se déplaçait vers le nord de la Méditerranée.

Le bilan est à présent de quinze morts, cent dix-neuf blessés. Mais qui a voulu cela ? « Nous n'avons ni preuves ni certitudes, mais les leçons de l'histoire nous enseignent... », déclarait le juge bolognais Claudio Nunnziata qui coordonne les enquêtes. A tort ou à raison, la « piste noire », celle du terrorisme d'extrême droite, est la première qui vient à l'esprit. Trop d'éléments dans ce nouvel attentat en rappelent d'autres. Même scénario, même technique, même lieu qu'il y a dix ans, le 4 août 1974, quand une bombe explosa dans le train Italicus, faisant douze morts.

Pour les quatre-vingt mille manifestants qui se sont regroupés le 24 décembre sur la place Maggiore de Bologne, pour ceux qui assistaient à des rassemblements similaires à Rome, à Naples, à Milan, à Brescia, sur les lieux-mêmes qui fu-

rent ensanglantés ces quinze dernières années par les bombes de l'extrême droite, c'est presque une certitude. M. Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, le syndicat à majorité communiste, parlant devant la foule de Bologne, affirmait : « Le terrorisme rouge a été effacé, vaincu — même si cela n'est peut-être pas encore définitif — par l'action conjuguée des travailleurs, des forces de l'ordre, de la magistrature et par la puissante mobilisation de tout le pays. On ne peut pas en dire de même pour le terrorisme noir ».

Un éditorial du secrétaire général du PCI, M. Alessandro Natta, publié dans l'Unità, reprend la même idée, soulignant que depuis l'attentat de Milan, à la banque de l'agriculture, le 12 décembre 1969 (seize morts), « l'Etat s'est révélé incapable de faire la lumière et la justice » sur un terrorisme d'extrême droite couvert, sans manœuvre, par certains secteurs de l'appareil d'Etat, et notamment les services secrets.

Cent trente-cinq morts en quinze ans, tel est le lourd bilan à mettre au compte du seul terrorisme noir. Mais, qu'il s'agisse de l'attentat de Milan en 1969, de celui de Brescia en 1974, de l'Italicus ou de l'explosion à la gare de Bologne en août 1980, jamais les coupables n'ont été punis. Les enquêtes ont été longues : il aura fallu ainsi neuf ans pour juger les présumés responsables de l'attentat à l'Italicus ; autant pour ceux de la bombe de Milan. A chaque fois, néanmoins, faute de preuves suffisantes, les tribunaux ont dû se résigner à relâcher les inculpés.

Une enquête difficile

Dans toutes ces affaires, d'étranges manœuvres de certains secteurs des services secrets, liés à la très spéciale loge maçonnique P2 de Licio Gelli, des compléments, des couvertures, permettent d'ensabler les enquêtes, de brouiller les pistes, voire, en détruisant certaines preuves, de rendre vains les efforts des magistrats instructeurs. Le terrorisme noir avait pour objet, à ses débuts, de créer un climat de peur et d'insécurité favorable à l'instauration en Italie d'un gouvernement fort, ou à un putsch militaire. C'était les années où la montée de la gauche communiste était la plus forte. Bien que la situation ait

changé, l'enquête sur l'attentat de Bologne en 1980 connaît des débats similaires.

En sera-t-il de même cette fois ? Les travaux des magistrats sont rendus plus difficiles par le fait que la différence des Brigades rouges, les poseurs de bombes de l'extrême droite ne revendiquent jamais leurs actions. Certes, dès la soirée du 23 décembre, de nombreux coups de téléphone anonymes ont assailli les rédactions de différents journaux pour revendiquer la paternité du massacre au nom de tristes célébres organisations de l'extrême droite, comme Ordine Nuovo, ou de petits groupes terroristes « ultras », comme les NAR (Noyaux armés révolutionnaires) ou Terza Posizione créés à partir de la fin des années 70. Cependant, les enquêteurs restent sceptiques quant à ces revendications, même s'ils croient à la validité de la piste « noire ». Ils ont lancé dès le lendemain de l'attentat une centaine de perquisitions au domicile de militants connus pour leurs activités dans le néo-fascisme le plus extrémiste.

Apparemment, les auteurs de l'attentat avaient tout prévu pour que la bombe ait le maximum d'effets dévastateurs. Elle avait été placée dans le neuvième wagon du convoi, dans une voiture de deuxième classe bondée en cette avant-veille de Noël. La charge avait été réglée pour exploser pendant les douze minutes de la traversée du tunnel de San-Benedetto-Val-di-Sambro, afin d'amplifier encore les effets de l'onde de choc. Les experts sont d'autant plus difficiles que le wagon où a éclaté la bombe a été presque totalement détruit. L'explosif pourrait être du plastic T4, dont le pouvoir détonant est tel qu'une petite quantité — de l'ordre de 2 ou 3 kilos — suffit à obtenir un tel résultat.

La bombe était très probablement munie d'un mécanisme d'horlogerie qui, en croisant les enquêteurs aurait été mis en marche après l'arrivée du train en gare de Florence. C'est seulement alors qu'il était possible de savoir exactement à quelle heure le convoi pénétrerait dans le tunnel. La police a demandé aux voyageurs présents dans le wagon de fournir toutes les indications possibles. Un premier portrait-robot d'un jeune homme, qui est descendu à Florence avec un sac de voyage, a été établi.

(Intérim.)

Irlande du Nord

L'ANCIEN CHEF DE L'INLA
CONDAMNÉ
A LA PRISON A VIE

Belfast (AFP, UPI). — Dominic McGlinchey, trente-quatre ans, ancien chef de l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA), a été condamné le lundi 24 décembre à la réclusion à perpétuité pour le meurtre d'une femme de soixante-trois ans, mère d'un adolescent de la police. McGlinchey, surnommé « le chien fou » en raison de sa violence (il aurait participé à deux cents attentats et il a lui-même affirmé avoir tué une trentaine de personnes), avait été capturé le 17 mars dernier en République d'Irlande après une fusillade avec la police. C'est le premier militant d'une organisation armée à avoir été extradé de la République vers l'Irlande du Nord.

D'autre part, la justice nord-irlandaise vient à nouveau de recuser l'utilisation des mouchards : quatorze personnes, membres d'organisations loyalistes protestantes, inculpées en vertu des déclarations d'un informateur de la police, Joe Bennett, ont été relâchées par la cour d'appel de Belfast le 24 décembre. La semaine dernière, un tribunal avait déclaré non recevables les accusations portées par un autre informateur, Raymond Gilmore, contre trente-cinq personnes soupçonnées d'appartenance à des groupes républicains armés.

A Londonderry, le climat restait tendu lundi, après les violentes émeutes qui avaient opposé la nuit précédente des manifestants aux forces de l'ordre dans les quartiers catholiques. La police et l'armée ont été maintenues en état d'alerte.

Espagne

« La Libye dément tout soutien à l'ETA ». L'ambassade de Libye à Madrid a démenti, lundi 24 décembre, que le gouvernement de son pays apporte un quelconque soutien à l'organisation indépendantiste basque ETA. Dans un communiqué remis aux différentes missions diplomatiques accréditées en Espagne, le bureau populaire (ambassade) de la Jamahiriya libyenne entend couper court à une information parue dans la revue espagnole Cambio 16 concernant une aide présumée de la Libye à l'ETA. En niant les « insinuations » contenues dans le journal, le bureau populaire de la Jamahiriya accuse le « sionisme » et l'« impérialisme américain » de « propager » de telles allégations. — (AFP.)

150

AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

Le Soudan en effervescence

(Suite de la première page.)

Les usines de textile, de sucre, de ciment, par exemple, ont une capacité de production supérieure aux besoins du pays; dans la pratique, cependant, elles fournissent, en moyenne, le tiers des quantités escomptées, la différence devant être comblée par d'énormes importations.

Les pays du Golfe étaient déterminés, après le boom pétrolier de 1973, à faire du Soudan - dont les terres arables s'étendent sur 40 millions d'hectares - le « grenier du monde arabe ». Ils ont, depuis, déchanté. Certes Khartoum offre aux bailleurs de fonds étrangers un régime exceptionnellement libéral, des exonérations douanières et fiscales, le droit de rapatrier bénéfices et capitaux et, de surcroît, des syndicats approuvés. Mais à quel bon si les prêts accordés à l'Etat pour le développement sont dilapidés pour combler le déficit budgétaire ou pour importer des biens de consommation courante et s'il est impossible de rentabiliser les investissements effectués directement?

Un cas parmi tant d'autres : la raffinerie sucrière de Kenana devait coûter à ses commanditaires - le Soudan, l'Arabie saoudite et le Koweït - 60 millions de dollars, et couvrir dès 1979 la consommation locale; elle a en réalité englouti 1 milliard de dollars, et sa production est en deçà de celle projetée. Le Soudan, qu'un plan sexennal devait rendre autosuffisant en denrées alimentaires avant 1978, n'a jamais été, dans son histoire, aussi dépendant de l'étranger pour sa subsistance.

L'islamisation de l'économie, décrétée en avril dernier, suscite dans les milieux d'affaires une malaise certain. Les banques étrangères ne parviennent pas à s'adapter à la nouvelle législation qui interdit le prêt à intérêt, et les entreprises à associer aux entreprises déshéritées avec lesquelles elles devaient porter des sommes avancées. S'appuyant sur cette loi - curieusement rétroactive - nombre de clients refusent de régler les intérêts dus pour des emprunts contractés ces dernières années.

Le zakat - la dîme uniforme de 2,5 % que prescrit l'islam au profit des déshérités - devrait théoriquement enchanter les possédants puisqu'il se substitue à l'impôt sur le revenu, beaucoup plus élevé. Mais la plupart des entreprises présentent des bilans déficitaires, et la taxe islamique sera prélevée annuellement, non sur les bénéfices mais sur le capital mobilier et immobilier, et, à défaut, sur le chiffre d'affaires ou les dépôts bancaires. Il est vrai que les autorités pourront difficilement imposer les intermédiaires de tout

acabit, les spéculateurs qui s'enrichissent sans capital visible, et sans comptabilité... De même, elles auront du mal à prélever, en nature - comme le prévoit la loi du zakat, - 2,5 % du cheptel, des animaux de brousse, des arènes, que possèdent paysans et éleveurs.

La loi n'est pas encore entrée en vigueur, en l'absence sans doute de

ble, pour sauver le gouvernement du maréchal Némery de la faillite. Mais la confiance de la bourgeoisie locale est largement entamée. Constituée d'Arméniens, de Libanais, de Grecs, mais aussi de musulmans hostiles à l'islamisation, elle s'abstient d'investir et fait fuir ses capitaux. « Si l'Occident abandonne le régime à son sort, ce qui est vrai-

qu'en 1982; la sécheresse aidant, il a quintuplé depuis l'été dernier.

Or les revenus des paysans et des travailleurs indépendants sont en baisse notable en raison de la crise, et les salaires sont figés en raison de la paralysie des syndicats. Bien qu'elle n'ait pas été encore appliquée, la peine de mort est prévue pour les grévistes.

Dans un pays où un libéralisme sauvage permet l'enrichissement indistinct et rapide d'une infime minorité de privilégiés, où quelque quatre cents personnes au sommet de l'Etat, dans les organes législatifs et exécutifs, s'attribuent, outre d'importants avantages en nature, des traitements mensuels variant entre 1 000 et 4 000 livres soudanaises, un ouvrier du secteur public gagne, selon son ancienneté, de 30 à 140 livres, un médecin de 140 à 300 livres, un sous-lieutenant perçoit une solde, jugée généreuse, de 225 livres (4). Rien d'étonnant dès lors qu'une forte proportion d'ouvriers qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs, de médecins, d'instituteurs - un million au total - se soient expatriés dans les pays du Golfe et en Libye, où ils sont rémunérés convenablement, appauvrissant ainsi singulièrement leur pays en cerveaux et en bras.

L'observateur étranger peut séjourner trois semaines à Khartoum, s'entretenir longuement avec nombre d'officiels à tous les niveaux, sans que ceux-ci évoquent les graves problèmes socio-économiques, pourtant explosifs. Certains d'entre eux, jusqu'à l'existence de la famine, qu'un élan de solidarité internationale pourrait pourtant enrayer. Un autre facteur de déstabilisation paraît les préoccuper davantage : l'insurrection des autonomistes dans les provinces du sud.

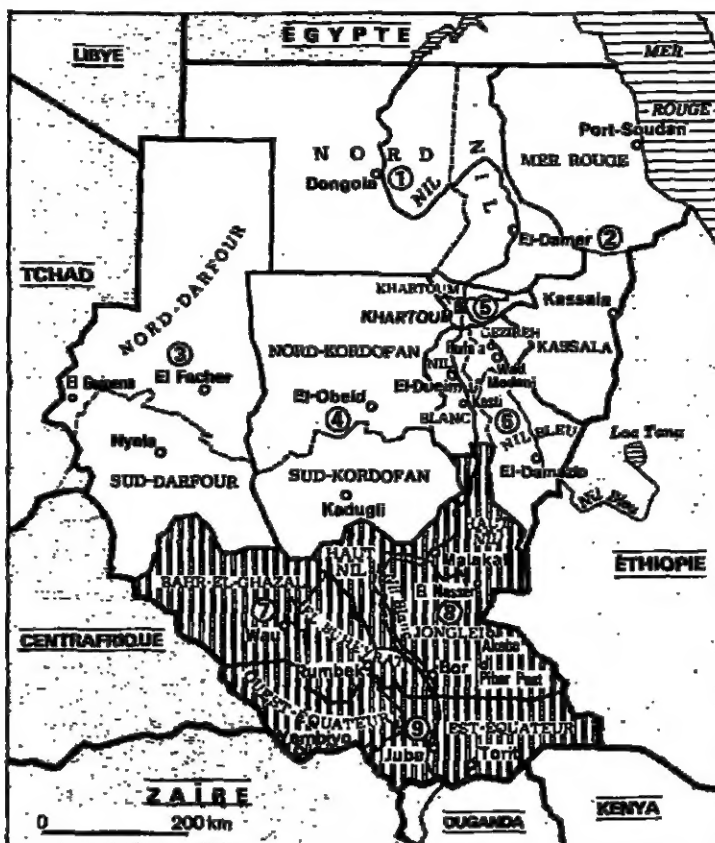
ERIC ROULEAU.

Prochain article :

LE DÉFI
DE JOHN GARENG.

(4) La livre soudanaise vaut environ 7 francs.

Des opposants vont être jugés. Le président soudanais Némery a créé le 24 décembre un tribunal chargé de juger deux cent huit opposants accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement. Les inculpés, dirigés par un prêtre catholique, Philip Ghaboush, avaient été arrêtés en octobre. Le tribunal, composé d'un juge, d'un théologien islamique et d'un général, commencera ses audiences sous dix jours. Les opposants risquent la mort ou l'emprisonnement à perpétuité. (Reuters.)



— Limite de région — Limite de province
1 - NORD; 2 - EST; 3 - DARFOUR; 4 - KORDOFAN; 5 - KHARTOUM; 6 - CENTRE;
7 - BAHR EL GHAZAL; 8 - HAUT-NIL; 9 - EQUATORIALE
Le trait vertical indique les trois provinces du sud du pays : Baïr el Ghazal, Haut-Nil et Equatoria.

renseignements précis sur les fortunes impossibles. Mais l'Etat sera à coup sûr perdant : le zakat, selon une estimation, rapporterait dix fois moins que l'impôt sur le revenu. Il est dès lors prévisible que la dette extérieure, déjà alarmante, se gonflera. En dix ans, elle s'est accrue, malgré une aide étrangère massive, de quinze fois, passant de 600 millions de dollars à neuf milliards (l'équivalent du produit national brut); elle comporte des intérêts annuels de 1,25 milliard (153 % de la valeur des exportations), somme que le budget ne peut assumer.

Certes, les Etats-Unis, les puissances européennes, pourraient accorder leur aide, déjà considéra-

semblable, nous disait un important homme d'affaires, ami du chef de l'Etat, la catastrophe est inévitable.

Les tensions sociales risquent de dégénérer en affrontements. Le coût de la vie a atteint le seuil de l'insupportable. La livre soudanaise vaut sept fois moins aujourd'hui qu'en 1978, passant de 2,8 dollars à 0,416 dollar. Le prix de certaines denrées de base a décuplé en cinq ans, celui de l'essence en huit ans. Le kilo de viande de mouton, particulièrement prisé dans cette partie du monde, est plus onéreux à Khartoum qu'à Londres. Le prix de la farine, essentiel dans la fabrication du pain populaire, est vingt fois plus élevé

Tchad

M. Cheysson : La France continuera à « assister » N'Djamena contre toute invasion étrangère

Au cours d'une visite privée au Caire, M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, a évoqué, lundi 24 décembre, la situation au Tchad, affirmant que la France « continuera à assister le Tchad afin qu'il ne soit envahi par une invasion étrangère ne puisse se produire ». M. Cheysson, qui, à partir du 7 janvier, prendra ses fonctions de commissaire européen chargé de la politique européenne et des relations Nord-Sud, a estimé que le GUNT de M. Goukouni Oueddei était plus faible que jamais, ajoutant : « C'est

la raison pour laquelle la réconciliation nationale est possible, sous la direction du président Habré, dont le régime est reconnu par l'Afrique tout entière ». Il s'est, d'autre part, prononcé pour la reprise de la conférence de Brazzaville entre les différentes factions tchadiennes. Au cours de son séjour dans la capitale égyptienne, M. Cheysson s'est entretenu avec le président Moubarak, avec qui il a notamment évoqué la situation au Proche-Orient et les relations euro-arabes. (AFP, Reuters.)

République sud-africaine

M. Botha a amnistié quarante-quatre prisonniers

En signe de « bonne volonté pour Noël », le président sud-africain, M. Pieter Botha, a ordonné l'amnistie de quarante-quatre prisonniers - dont deux « politiques » (agés respectivement de soixante-seize et soixante-dix-huit ans) - qui seront libérés à la fin du mois de décembre. Quarante et un autres prisonniers, condamnés à de longues peines, pourront bénéficier de la même mesure et être libérés « dans les prochaines années », a indiqué un porte-parole de l'administration pénitentiaire. Selon les termes de l'amnistie accordée par M. Botha, les prisonniers doivent être âgés de plus de soixante-cinq ans et avoir reçu un certificat de bonne conduite de la part des autorités pénitentiaires. Ceux qui purgent leur première condamnation doivent avoir effectué le quart de leur peine et les récidivistes, le tiers. Les condamnés à perpétuité, comme le fondateur de l'ANC (Congrès national africain), M. Nelson Mandela, ne sont pas concernés par cette mesure.

Dans son message de Noël, M. Botha a affirmé que la République sud-africaine était sur « le seuil

d'une ère de paix et de prospérité », ajoutant que le gouvernement de Pretoria « fera tout son possible pour empêcher l'ingérence dans ses affaires intérieures ». « La communauté internationale, a-t-il indiqué, veut dissuader un grand nombre de ses problèmes et de ses influences derrière une campagne délibérée dirigée contre notre pays et notre peuple. » (AFP, Reuters, AP.)

Plus de quarante morts dans un accident d'autocar. - Selon un bilan provisoire, cet accident, qui s'est produit sur une route de montagne de la province du Cap oriental, a entraîné la mort d'au moins quarante-deux personnes. Il y aurait également une quarantaine de blessés. Ce véhicule transportait des Noirs qui retournaient de Cap-Town vers le homeland du Transkei, pour les fêtes de Noël. (AFP, AP, Reuters.)

(1) Ces deux détenus, dont on ne connaît pas l'identité, sont âgés respectivement de soixante-seize et soixante-dix-huit ans.

Nigéria

LE « ROI FELA » RESTERA EN PRISON

Le musicien et chanteur nigérian Fela Anikulapo Kuti, roi de « l'Afrobeat », qui avait été condamné à cinq ans de prison pour trafic de drogues, a vu sa peine confirmée, le 24 décembre, par le chef de l'Etat nigérian, le général Mohamed Buhari. Arrêté le 5 septembre dernier à l'aéroport de Lagos, Fela était en possession de 1 600 livres sterling, alors qu'il s'appretait à partir aux Etats-Unis, avec son orchestre, pour y donner une série de concerts. Lors de son arrestation, il avait affirmé que cet argent avait été légalement importé au terme d'une tournée en Grande-Bretagne.

Depuis le mois d'avril dernier, date à laquelle a été lancée une vaste opération de démantèlement, le trafic de drogues ou leur détention illégale est passible d'une peine minimale de cinq ans de prison. Fela avait accédé à la célébrité dans les années 70 avec son groupe Africa 70, par une série de chansons tournant en ridicule les autorités militaires nigérianes de l'époque. Le « roi Fela », chanteur du panafricanisme, avait déjà été arrêté en décembre 1981, mais avait été acquitté rapidement. Fela, qui est sans doute le plus grand musicien moderne d'Afrique noire, était venu en France en mars 1981 et en novembre 1983.

Maroc

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ALGERIENNE S'EST ENTRE-TENU AVEC DES RESPONSABLES MAROCAINS

Rabat (AFP). - Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Tahar Ibrahim, a effectué une visite éclair au milieu de la semaine dernière à Fès, où le roi Hassan II réside depuis plusieurs mois, apprenant-on de bonne source à Rabat. On ignorait cependant de même source si M. Ibrahim avait rencontré le souverain marocain en personne ou seulement son conseiller politique, M. Ahmed Reda Guedira, ainsi que le ou les sujets évoqués à cette occasion.

La visite du chef de la diplomatie algérienne au Maroc est intervenue à la suite de la reconnaissance de la République arabe sahraïenne démocratique (RASD) par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et, surtout, au lendemain du renversement du chef d'Etat mauritanien, le lieutenant-colonel Ould Haïdalla, que Rabat considérait comme favorable au Front Polisario.

On relève, en outre, que la visite de M. Ibrahim est survenue à un moment où le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khibi, offrirait ses bons offices entre Rabat et Alger. M. Khibi est arrivé le 23 décembre au Maroc et a été reçu lundi par le roi Hassan II. M. Khibi avait déjà rencontré le souverain le 10 décembre dernier à Fès.

COMMENT FAIRE DES ETUDES SUPERIEURES A L'ETRANGER ?

La réponse dans le numéro de décembre

L'ÉDUCATION

UNE « PREMIERE » A BETHLEEM

M. Shimon Pérès a assisté aux festivités de la Nativité

Bethléem (AFP). - Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a fait sensation le lundi 24 décembre en participant à la traditionnelle réception offerte par le maire palestinien de Bethléem, M. Elias Fraï, à l'occasion des fêtes de Noël. « Je suis venu exprimer mon vœu pour la paix et le libre exercice de tous les cultes au Proche-Orient; le respect mutuel, la coexistence et la compréhension doivent régner parmi nous tous », a brièvement déclaré M. Pérès.

Depuis le début de l'occupation israélienne, il y a dix-sept ans, jamais un chef de gouvernement d'Etat hébreu ne s'était rendu, au premier jour des fêtes de la Nativité, à Bethléem. Dans son message d'accueil, le maire de la ville a exprimé le souhait que les deux peuples puissent vivre côte à côte en bons voisins, en voisins libres. « Je suis très heureux de la visite de M. Pérès, c'est un pas utile vers une bonne compréhension entre nous », a précisé M. Fraï, considéré comme une personnalité proche du régime jordanien.

D'autre part, la haute cour de justice israélienne a approuvé lundi la décision des autorités militaires de continuer à reporter à une date indéterminée les élections municipales en Cisjordanie occupée. Les juges ont estimé que l'administration militaire était en droit « de craindre que de nouvelles élections municipales en Cisjordanie soient exploitées par l'OLP » et donc de refuser la tenue de telles élections.

Les dernières élections municipales se sont déroulées en 1976. Elles s'étaient déroulées sous le régime de la loi de 1948, en faveur des partisans de l'OLP et l'échec des anciens notables jordaniens. Après plusieurs années de conflit entre l'administration israélienne et les milices, ces derniers étaient situés au printemps 1982. A l'exception de la ville de Bethléem, les principales villes de Cisjordanie sont, depuis, administrées directement par l'armée.

Liban

Le cœur n'est plus à la fête...

(Suite de la première page.)

Mais le cœur n'y est pas, et le portefeuille encore moins. Les Libanais, après avoir connu la guerre dans l'abandon - contrecoup tenace puisqu'il a duré huit ans - font à présent l'apprentissage de la guerre dans les privations. Ce n'est, certes, ni la pénurie ni la misère, mais dans ce temple de la consommation qu'est le Liban quelques produits manquent par-ci, par-là. Surtout, les revenus du Libanais moyen ont nettement diminué alors que les prix grimpent et la monnaie dégringole à toute allure, que le client se raréfie et devient moins prodigue.

Fin cet autre miracle de la « guerre à la libanaise » : une inflation de temps de paix et une livre souveraine contre vents et marées. Avec une monnaie ayant plus perdu en un an face au dollar que durant les huit années précédentes et la balance des paiements pour la deuxième année consécutive lourdement déficitaire après avoir été étonnamment excédentaire durant les huit années de la guerre, les Libanais n'ont plus le cœur à la fête.

Même leur insupportable côté « miasme » a été lutté par les contraintes économiques. Les chiffres de ventes se situent à 30-40 % de l'année dernière, qui n'était déjà pas prospère. Les boutiques de

jeux, d'articles-cadeaux, de vêtements sont quasi désertées. Même les supermarchés ne font pas recette. Les gens achètent l'indispensable, eux qui avaient l'habitude de tous les excès, plus encore que dans l'Europe qui leur a transmis le rite de la consommation au superlatif pour les fêtes de fin d'année.

1984, Noël d'autant plus triste qu'il met en relief la cassure socio-communautaire du pays. Quand la guerre s'est arrêtée une première fois en 1976, la fête s'était tout de suite emparée de la rue à Beyrouth-Ouest, secteur musulman. A chaque nouvelle pause, elle était un peu moins présente. Maintenant, elle est totalement absente. Normal. Certes, mais le Liban, ce n'était précisément pas cela, surtout pour Noël et le Nouvel An. Aujourd'hui, c'est chacun pour soi, et les familles musulmanes, surtout druzes, qui avaient adopté la tradition de Noël, s'abstiennent cette année par prudence et discrétion.

Le monde parle moins du Liban, qui a disparu des vitrines de l'actualité. On voudrait dire tant mieux, mais le Liban ne s'est peut-être jamais porté aussi mal. Noël 1984, dans sa tristesse, a le mérite de le mettre en exergue.

LUCIEN GEORGE.

DIPLOMATIE

La RFA et Singapour pourraient à leur tour quitter l'UNESCO

L'Allemagne fédérale envisage, à son tour, de quitter l'UNESCO (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), le mois si des réformes importantes ne sont pas adoptées lors de la conférence générale réunie à Sofia en octobre-novembre 1985. M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de RFA, a envoyé le 17 décembre dernier une lettre de quatre pages à M. M'Bow, dans laquelle il informe le directeur général de l'Organisation des Nations unies de son gouvernement à cet égard. Les griefs formulés par Bonn contre la gestion de M. M'Bow sont, en gros, les mêmes que ceux qui ont provoqué le retrait américain, et que Londres a également mis en avant pour annoncer le sien - encore conditionnel - à la fin de l'année prochaine. M. Genscher demande notamment que l'UNESCO revienne à sa véritable mission, c'est-à-dire l'éducation, la science et la culture; qu'un terme soit mis à l'« infructueux débat idéologique » sur le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, que le secrétaire général soit réformé et que soient abandonnées certaines pratiques budgétaires.

Sans doute ne s'agit-il encore, de la part du gouvernement ouest-allemand, que d'une mise en garde. Celle-ci est cependant très claire, puisque, note M. Genscher, les décisions éventuelles de la réunion de Sofia auront « une importance décisive pour l'avenir de l'Organisation et la future participation ». M. M'Bow a répondu à ces activités. On redoute d'autant plus, dans l'entourage du directeur général, l'« effet d'annonce » de la décision ouest-allemande, que celle-ci pourrait être suivie, dans les jours qui suivent, d'une démission au moins aussi ferme de la part de Singapour. Le gouvernement néerlandais, de son côté, s'interrogerait sur la conduite à tenir.

Les déclarations faites par M. M'Bow devant la conférence internationale de Sanaa, où il s'était rendu en dépit de la crise très grave que

traverse actuellement l'Organisation (le Monde daté 23-24 décembre), ont par ailleurs accru le malaise actuel du secrétaire général, sans parler de l'effet produit par le soutien appuyé de Tripoli au directeur général. En soulignant que ce dernier était « le seul dirigeant d'une organisation internationale africaine et musulmane », les ministres arabes présents dans la capitale yéménite n'ont pas seulement commis une erreur matérielle (huit agences du système des Nations unies ont à leur tête des Africains et/ou musulmans). Ils ont surtout posé le problème existentiel dans les termes où l'on ne souhaitait pas le voir poser chez les Occidentaux encore partisans du maintien de M. M'Bow. Quant à ses adversaires, ils ne manquent pas de souligner combien on envisagerait mal un autre « patron » d'organisation internationale se prévalant de son appartenance religieuse ou ethnique.

Enfin, M. M'Bow a fait câbler de Sanaa l'instruction d'arrêter tout recrutement, compte tenu de la confirmation du retrait américain, qui privait l'UNESCO du quart de ses ressources. Cette démarche, en soi fort logique, n'a évidemment rien fait pour dissiper les craintes du personnel du secrétaire général devant les conséquences que le désengagement des Occidentaux peut avoir sur le niveau de l'emploi et le sein de l'organisation. Le million de dollars offert par M. Kadafi à l'UNESCO ne peut évidemment compenser les quelque 45 millions que les Etats-Unis devaient verser comme contribution budgétaire. Quant aux prêts sans intérêts consentis par les pays arabes en 1975-1976, lorsque Washington avait suspendu ses versements, leur montant réel semble avoir été plus proche de 26 millions de dollars que des 40 annoncés. En toute hypothèse, des jours financiers difficiles s'annoncent pour la direction de l'UNESCO.

BERNARD BRIGOLEIX.

Le Monde

politique

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le Noël de ceux qui ont tout perdu...

De notre envoyé spécial

Nouméa. — « Joyeux Noël » a lancé la mère. Nous avons survécu. Nous étions déjà sur le pas de la porte, gorge nouée, prêts à fuir, honteux d'avoir dérangé, un soir pareil, un si grand désastre. Cette famille-là qui se serre à neuf dans un F-3 à tout quitté et tout perdu voilà dix jours. Le pavillon de Thio, l'emploi de l'homme dans une station d'élevage, après le départ de son patron, une partie du bétail ayant été abattue. Dès que Elou Machoro (le leader indépendantiste responsable des barages de Thio) a relâché la ville minière, ils ont entassé ce qu'ils pouvaient dans la voiture d'un copain et ont foncé ici, dans cette tour de la banlieue de Nouméa. Ils n'ont subi aucun service au cours de l'occupation mais « on a eu trop peur, on ne revient plus. C'est fini. »

L'homme, à présent, va tenter de travailler à Nouméa, le temps de gagner suffisamment d'argent pour payer le billet de retour vers Futuna aux confins français du Pacifique, Futuna paradisiaque et misérable. Le couple avait quitté sa terre natale à la fin des années 80, encouragé par une administration française qui favorisait alors l'immigration en Calédonie, dans le but à moitié avoué de noyer les Canaques dans un flot multiracial.

Et les voilà jetés aujourd'hui dans cette tour de banlieue avec

deux, cinquante familles, dont la tragique odyssée leur ressemble, malheur et abandon à tous les étages. En bas les réfugiés de Thio. En haut ceux de Hienghène, qui ont dû fuir après l'embuscade mortelle sous la pression des Canaques. A chaque étage les pièces vides et nues, on dort à même les nattes ou les toiles de tente. Dans un coin, sauvée du désastre, la télé qui diffuse, pour Noël, un message de l'aumônier des armées et invariablement quelques portraits et statuettes de la Sainte Vierge.

La télé et la machine à coudre : voilà les seuls objets de ces laissés-pour-compte de l'histoire, Wallisiens et Futuniens à qui pas grand monde ne pense. Quant aux Tahitiens, où vont aller leurs enfants qui ont même oublié les chansons du pays ? Le président du gouvernement tahitien, Gaston Flosse, qui leur rendait visite, a dû chanter seul sous l'arbre de Noël.

Ce soir, faute de voiture, ni les uns ni les autres n'iront à la messe de minuit. Alors que tout près d'eux Nouméa fait bonnoise pour célébrer le Noël, ils ne cuisineront pas de repas de fête sur leur réchaud de fortune. N'importe. « L'important, c'est que toute la famille soit ensemble », dit une adolescente.

D. SCHNEIDERMAN.

Un studio TV à l'Élysée

Le président de la République a fait installer à l'Élysée les éléments d'un studio de télévision relié par câble à l'émetteur de la tour Eiffel, pour ses propres interventions télévisées. Il s'agit d'éléments mobiles qui seront montés dans le salon Napoléon III, situé au rez-de-chaussée du palais, jouxtant un jardin d'hiver récemment rénové. Selon l'Élysée,

cette solution offre l'avantage de maintenir sur place le matériel de TDF et évite à cette société des déplacements lourds et coûteux.

M. Mitterrand devrait utiliser ce studio élyséen à l'occasion d'une intervention télévisée prévue dans la première quinzaine de janvier (vraisemblablement le 3 janvier).

CARNET DU Monde

Décès

— M. et M^{me} Charles Zetzer, Laurent, Olivier et Marina, ont le regret de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Jean REAUSSIER, président d'honneur de l'Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle, survenu à Londres, le 15 décembre 1984.

L'incinération a eu lieu le 19 décembre dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

— La société Papier Service et ses collaborateurs, Les Papeteries de Montevrain,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Roland MESSIER.

M. Roland Messier était non seulement l'animateur de l'entreprise, mais, pour tous ici, un ami, et nous ressentons cruellement cette perte.

Jean-Pierre Audibert, président-directeur général.

Le service religieux sera célébré, à 14 h 15, le mercredi 26 décembre 1984, en l'église Saint-Joseph, 26, rue Malleville, Eugénie-les-Bains.

Ni fleurs ni couronnes.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OSSEQUES

89 FM à Paris

du lundi au vendredi à 8 h 50

Colette Godard

Claire Devarieux

Caroline de Baroncelli

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges RODIER,

survenu le 23 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-douzième année, à Bailleul-Villiers.

De la part de

M. et M^{me} Pierre Rodier, ses enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Rodier et Laurence,

M. et M^{me} François Rodier, M. et M^{me} Patrice Papin et Christophe,

M^{me} Catherine Rodier, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 décembre, à 14 h 15, en la chapelle du cimetière de Longjumeau, rue Jules-Ferry.

L'inhumation aura lieu le samedi 29 décembre, à 9 heures, au cimetière des Tilleuls à Royan (17).

12, cours Jourdan, 87000 Limoges.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

(Reconnue d'utilité publique)

CAS n° 29

Cet homme sans travail a quitté sa femme et ses quatre enfants. Insolvable il se verse une pension alimentaire, et la mère seule fait face à la situation — éducation des quatre enfants, vie courante et paiement des mensualités d'une maison achetée en commun.

Pour devenir également seule propriétaire de la maison, cette mère doit régler les frais de liquidation de la communauté, sa part et celle de son mari insolvable et disparu.

L'équilibre financier est difficile. Avec 4 000 F, les sacrifices déjà consentis permettraient à cette famille de posséder enfin la maison.

À Prière d'adresser les dons à la Semaine de la bonté, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires.

Aucune quête n'est faite à domicile.

POINT DE VUE

Ce que permet la Constitution

par FRANÇOIS LUCHAIRE (*)

TRAVERS les propos que vient de tenir à Paris Edgar Pisani, on aperçoit la première esquisse de ses propositions. Elles ne méritent absolument pas le tintamarre constitutionnel par lequel certains voudraient les saluer.

1) Une association entre la Nouvelle-Calédonie et la France ? Le titre XIII de la Constitution, qui traite des « accords d'association » (art. 88), l'envisage expressément ; l'association, c'est par définition (article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901) la mise en commun d'une façon permanente d'activités, et donc de compétences ; d'après l'article 88 de la Constitution, l'accord d'association peut être conclu avec un « Etat » sans autre précision ; celui-ci peut être souverain ou non souverain, unitaire ou fédéral ; c'est le cas notamment des Etats fédérés de Micronésie aujourd'hui associés aux Etats-Unis.

2) Un référendum d'autodétermination si le statut proposé comporte l'indépendance ? C'est ce que prévoit expressément l'article 53 de la Constitution pour le cas de cession de territoire ; or l'indépendance, c'est la sécession que le Conseil constitutionnel (à propos de Mayotte) assimile à la cession ; cet article exige, en effet, « le consentement des populations intéressées ».

Il est évident encore que par « population intéressée » il faut entendre tous ceux dont l'installation en Nouvelle-Calédonie est de nature à durer ; ce qui exclut le fonctionnaire civil et militaire de l'Etat qui n'y affecte qu'un séjour limité ; l'actuelle opposition l'a d'ailleurs parfaitement reconnu lorsqu'elle a organisé le référendum d'autodétermination dans le territoire des Aïres et des Iles (Djibouti), puisqu'elle n'a admis à y participer que ceux qui résidaient dans ce territoire depuis au moins trois ans.

En revanche, Edgar Pisani a été très clair sur ce point, il ne saurait être question d'exclure du scrutin ceux qui y sont installés de façon permanente, soit parce que leurs parents s'y trouvent, soit parce qu'ils y ont été fixés aux-mêmes le centre de leur vie familiale et de leurs intérêts.

La solution adoptée pour Djibouti (trois ans de résidence) est donc parfaitement raisonnable ; elle n'introduit aucune inégalité, puisque la règle est la même pour tous les Néo-Calédoniens ; elle ne repose sur aucune distinction de caractère raciale, mais sur une distinction parfaitement objective et conforme à la finalité d'un scrutin d'autodétermination.

3) Une représentation particulière en fonction du statut civil ?

TROIS PRÉSIDENTS DE CONSEILS GÉNÉRAUX BRETONS CRITIQUENT LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les trois présidents des conseils généraux du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan — MM. Louis Goussier, Pierre Méhaignerie, Raymond Marcollin, ce dernier étant aussi président du conseil régional de Bretagne — qui sont tous les trois des élus de l'opposition, ont émis un communiqué (1) dans lequel ils déclarent : « Sans nier les difficultés auxquelles sont confrontés certaines régions, force est de constater que les mesures d'aménagement du territoire prises par le gouvernement depuis deux ans pénalisent toute la Bretagne et compromettent ses perspectives de développement. »

La carte des aides, la création des pôles de conversion, dont aucun ne se trouve en Bretagne, les mesures d'incitation financière dans d'autres régions, « constituent un frein à l'implantation d'activités en Bretagne ». Les quatre responsables bretons ajoutent que « la décision récente du conseil des ministres de supprimer ou d'alléger la procédure d'agrément pour les activités industrielles ou tertiaires s'implantant dans les huit départements de la région parisienne est une mesure socialement coûteuse et constitue une rupture avec la politique volontariste de rééquilibrage économique » (le Monde du 15 décembre).

En conclusion, ils « attirent l'attention du gouvernement sur les conséquences dramatiques de ces mesures sur l'économie bretonne, et demandent que des négociations soient ouvertes rapidement ».

(1) M. René de Foucaud, président du Comité économique et social, s'est joint aux trois signataires, mais le communiqué ne porte pas, en revanche, la signature du président du conseil général des Côtes-du-Nord, M. Charles Joselin, qui est socialiste.

La distinction entre le statut civil de droit commun et le statut personnel (coutumier) est expressément reconnue par l'article 76 de la Constitution ; l'identité coutumière a été consacrée sur le plan du droit public par la loi d'août 1984, qui reconnaît une représentation particulière au secteur coutumier dans la deuxième assemblée que constitue le Conseil constitutionnel, qui ne s'est nullement opposé à cette représentation des coutumes ; il convient de souligner que tout citoyen ayant un statut coutumier peut — toujours d'après l'article 76 précité — y renoncer à tout moment pour prendre le statut de droit commun ; il n'y est donc pas enfermé en raison de sa race.

Une identité coutumière peut donc parfaitement se maintenir avec toutes les conséquences juridiques que le législateur voudra déterminer. Il y a cependant un butoir : c'est le principe d'égalité sur lequel repose le principe même de la démocratie ; chaque Néo-Calédonien doit avoir le même « poids électoral » qu'un autre.

Faut-il aller alors jusqu'au double collège (établi naturellement en fonction du statut coutumier et non sur de toutes autres considérations) ? Le double collège dégage un relief de colonialisme, car il avait pour conséquence de minorer la représentation de la majorité ; la Constitution interdit très certainement un pareil résultat ; dès lors, le double collège a pour seul intérêt de préciser ce que certains appellent l'identité canaque ; il ne peut avoir pour effet de priver un électeur d'un poids égal dans les destinées du territoire ; il ne change donc pas les données d'un référendum d'autodétermination.

Un référendum de « consultation » a été, il est vrai, envisagé ; mais M. Pisani paraît l'avoir écarté ; une telle procédure n'aurait d'intérêt que si plusieurs statuts étaient proposés, le Parlement ayant alors toute liberté pour décider notamment si aucune majorité ne s'était nettement prononcée en faveur de l'un ou des autres statuts ainsi proposés. La Constitution n'interdit nullement une telle procédure.

On s'aperçoit ainsi que la Constitution laisse à Edgar Pisani, au gouvernement et au Parlement, bien des libertés pour élaborer une solution qui convienne à la fois au désir d'identité des indépendantistes, à la situation bien légitime de tous les Néo-Calédoniens et aux intérêts supérieurs de notre pays.

(*) Président honoraire de l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne) et ancien membre du Conseil constitutionnel.

LE MAIRE DE MONS-EN-BARCEUL SOUHAITE ASSOCIER LA POPULATION IMMIGRÉE A LA GESTION MUNICIPALE

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Marc Wolf, maire socialiste de Mons-en-Barœul (Nord), veut associer la population immigrée aux décisions municipales. Il propose d'organiser des élections qui permettraient aux deux mille cinq cents étrangers de la commune (8 % de la population) de désigner leurs représentants.

Aux termes de la loi actuelle, ces élus ne pourraient délibérer. Le maire prévoit donc de réunir le conseil municipal en deux temps : une première fois au cours de laquelle tous les élus, y compris les représentants immigrés, seraient appelés à se prononcer sur les dossiers ; une seconde, administrative celle-ci, qui permettrait au conseil municipal officiel de ratifier les décisions prises.

« Cas 8 % de la population de la commune », explique M. Marc Wolf, « paient des impôts, mais ils ne sont pas associés à la gestion de la ville. A défaut de voir la loi leur donner la parole, nous allons organiser leur représentation. Ce n'est pas un gadget mais une démarche d'insertion. On tient à ce que les étrangers respectent un certain nombre de devoirs, il faut également instituer un certain nombre de droits. Il faut les intégrer ou accepter de laisser les communautés évoluer en blocs séparés et attendre alors à des incidents ».

M. Wolf a l'intention de soumettre ce projet à son conseil municipal au printemps prochain.

LIBRES OPINIONS

Réponse à un officier déçu du socialisme

Par JEAN PAUCOT (*)

Directeur de l'Institut français de polyméologie, M. Jean Paucot réplique ci-dessous au témoignage (le Monde du 11 décembre) d'un officier supérieur, qui estimait que l'action des responsables actuels en matière de défense se soldait par un échec.

L A publication d'une lettre rédigée par un officier supérieur en activité, désirant garder l'anonymat, est un signe inquiétant des difficultés persistantes de communication entre le pouvoir politique, le haut commandement et la fraction des cadres de l'armée qui voudraient comprendre le rôle qu'ils ont à jouer pour assurer la défense militaire de la nation.

Ce type de déclaration ne fait que confirmer la nécessité d'expliquer avec patience et opiniâtreté la politique militaire de défense, non seulement au sein des armées mais à l'ensemble des citoyens dans un langage simple et un esprit de dialogue. Des déclarations péremptives, ou des publications de propagande sur papier glacé, cachant les difficultés réelles, ne sont pas convaincantes.

Tenir simultanément deux discours disant, d'une part que la défense est affaire de tous les citoyens et, d'autre part, que la dissuasion ne concerne que le chef de l'Etat est perçu comme contradictoire, même si les discours ne s'adressent pas aux mêmes destinataires, ni aux mêmes modes de diffusion.

Le document auquel l'auteur de l'article se réfère date de 1976. Il a été approuvé par la commission de la défense du Parti socialiste, en avril 1976. Le comité directeur du PS en a pris acte, mais il n'a jamais constitué un document engageant le Parti socialiste lui-même. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux délibérations de la convention nationale du PS sur la défense de 1978, nettement en retrait sur ces rapports.

Depuis lors, la situation internationale a évolué. L'accumulation et le déploiement des armes de destruction massive continuent. L'innovation technologique a ouvert la voie à des possibilités nouvelles, dont les conséquences politiques et stratégiques sont encore mal maîtrisées. Un consensus tacite semble s'être instauré entre deux superpuissances, reconnaissant qu'il n'y a plus d'objectif politique justifiant un échange nucléaire visant le territoire même de l'autre superpuissance, d'où le concept qui se développe, de part et d'autre, de non-usage en premier de la force nucléaire.

Le problème majeur qui se pose pour nous Européens, pour nous Français, est d'empêcher que les deux grands ne fassent de l'Europe un champ de bataille qui, quelles que soient les catégories d'armes employées, classiques ou nucléaires, se transformerait en champ de ruines marquant la fin de la civilisation européenne.

Le président et le gouvernement, issus des élections de 1981, en ont pris conscience, et ils ont tiré les conséquences pour la politique militaire. Mais se sont-ils bien fait comprendre ?

La France, puissance nucléaire, joue en Europe un rôle majeur dans la dissuasion contre une agression militaire. Il importe donc que les forces nucléaires, dites tactiques, soient regroupées sous l'autorité directe du chef d'état-major des armées, afin de montrer clairement que le menas d'emploi des armes nucléaires, de quelque nature que ce soit, est une décision politique nationale prise au plus haut niveau dans un contexte de danger vital, et qu'il ne saurait être question de les employer à une bataille, dont l'évolution pourrait échapper au pouvoir politique. Le changement, qui confère aux forces nucléaires tactiques l'appellation de « pré-stratégiques », est un signe non équivoque à l'égard d'un agresseur éventuel mais aussi une clarification pour nos alliés.

La Force d'action rapide (FAR) est, certes, inspirée de l'ancienne force d'appui et d'intervention, mais sa structure s'adapte à des hypothèses plus diversifiées et à une technologie plus évoluée. L'idée essentielle est d'éviter tout, a priori, sur les conditions de son engagement, en tout ou partie, au sein de l'OTAN, ou d'une façon autonome, en Europe ou hors d'Europe, en coordination ou non, avec les forces de la 1^{re} armée.

Rapidité d'intervention, souplesse d'emploi confèrent au décideur politique une liberté de décision, le rendant plus apte à la gestion des crises. Il faut d'évidence un délai pour qu'elle donne sa pleine mesure, notamment avec la mise sur pied de la division aéromobile, mais il n'y a aucune raison pour qu'elle affaiblisse globalement notre potentiel de défense.

En effet, les corps d'armée de la 1^{re} armée allégés peuvent être employés, selon la situation, en appui de la manœuvre nationale de dissuasion, dans le cadre des accords passés avec le commandement suprême allié en Europe, ou en appui des éléments de la FAR.

Les nouvelles dispositions prises contribuent à clarifier la doctrine française de défense, et surtout à accroître la liberté de décision politique en fonction d'une analyse de situation qui ne peut aujourd'hui se réduire à un inventaire des scénarios élaborés par les militaires. C'est la seule voie possible pour ne pas risquer de « préparer » la guerre précédente.

La troisième volet du concept, présenté par la commission de défense du parti : la « mobilisation populaire », n'a pas été retenu par le gouvernement. Je regrette, pour ma part, qu'il n'ait pas été retenu. S'exprimer clairement sur ce point, il aurait dû être soit qu'il n'était pas d'accord avec le concept et en expliquer les raisons, soit montrer qu'un changement aussi profond concernant l'ensemble de l'armée ne pourra se réaliser que très lentement.

En effet, un tel problème doit être examiné en profondeur, car il met en cause de nombreux facteurs : le service national dans tous ses aspects, la répartition du budget de la défense, la décentralisation éventuelle de la défense opérationnelle du territoire (DOT), les pesanteurs institutionnelles et sociologiques des armées.

Des décisions hâtives risqueraient d'affaiblir notre défense pendant plusieurs années, si on en juge par les conséquences importantes des remaniements en cours, pourtant plus modestes, sur l'institution militaire. C'est un projet pour une génération, mais qui ne doit pas empêcher d'en entreprendre dès maintenant l'étude.

(*) Directeur de l'Institut français de polyméologie.

PRESSE

« Sortie d'Afrique-Mana-gement ». Le premier numéro d'Afrique-Mana-gement, nouveau mensuel réalisé avec le soutien des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture de dix pays africains, vient de paraître (prix : 23 F). Cette publication se propose de « stimuler la création de PME en Afrique » et, au-delà, de promouvoir les échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. Afrique-Mana-gement, qui offre 64 pages richement illustrées, est tiré à 20 000 exemplaires. Le directeur de la publication est M. Jean-Dick Lobe.

★ Afrique-Mana-gement, 33, rue Gruze, 75016 Paris (tél. : 620-50-00). Abonnement : un an, 270 F.

« Le journal de la marine marchande » fait peau neuve. — Le numéro du 13 décembre du Journal de la marine marchande inaugure une nouvelle formule, avec des photos en couleur. Le journal annonce qu'il traitera désormais davantage de l'ensemble des transports qui se situent en amont et en aval des transports maritimes.

★ Journal de la marine marchande, 190, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

ANCIENS COMBATTANTS

CRÉATION D'UN COMITÉ D'ENTENTE DES ANCIENS D'INDOCHINE

Un Comité d'entente des anciens d'Indochine, qui regroupe déjà seize associations, vient de se créer. L'association à chaque association son entente autonome, le Comité d'entente, que préside M. Jean-Jacques Bencher, ancien ministre, s'est fixé la mission de coordonner les actions sur le double plan : historique (mise en valeur de l'œuvre de la France au Vietnam, au Laos et au Cambodge), social (prise en compte des problèmes propres aux anciens d'Indochine).

Le Comité d'entente apportera également son concours à l'organisation de la célébration de chacun des anniversaires les plus marquants.

★ Comité d'entente des anciens d'Indochine, 26, rue Saint-Joseph, 75002 Paris. Tél. : 233-29-10.

Monde

L'Institut le clonage

Le clonage humain est-il possible ? L'Institut de biologie moléculaire de l'Université de Caen a répondu à cette question en montrant que le clonage humain est possible.

Le clonage humain est-il possible ? L'Institut de biologie moléculaire de l'Université de Caen a répondu à cette question en montrant que le clonage humain est possible. Les chercheurs ont réussi à créer un être humain à partir d'une cellule humaine et d'une cellule d'ovule.

EN SUITE

Les donneurs seront plus nombreux

Le nombre de donneurs d'organes est en constante augmentation. Les autorités sanitaires encouragent les citoyens à devenir donneurs d'organes.

Le nombre de donneurs d'organes est en constante augmentation. Les autorités sanitaires encouragent les citoyens à devenir donneurs d'organes. Les dons d'organes peuvent sauver des vies.

Le nombre de donneurs d'organes est en constante augmentation. Les autorités sanitaires encouragent les citoyens à devenir donneurs d'organes.

Beaucoup de donateurs

Le nombre de donateurs d'organes est en constante augmentation. Les autorités sanitaires encouragent les citoyens à devenir donateurs d'organes.

DISSUADER LES

réseau Sélection

Le réseau Sélection propose des services de sélection de personnel. Les entreprises peuvent bénéficier de ses services pour trouver le meilleur candidat pour leurs postes vacants.

Le réseau Sélection propose des services de sélection de personnel. Les entreprises peuvent bénéficier de ses services pour trouver le meilleur candidat pour leurs postes vacants.

150

1520

Le Monde

Société

L'Institut Pasteur réussit le clonage du virus du Sida

Une équipe scientifique française de l'Institut Pasteur de Paris vient de réussir le clonage du Sida (Syndrome d'immuno-déficience acquise). Les résultats de ce travail sont publiés dans le dernier numéro de l'hebdomadaire britannique *Nature* (1), qui publie trois autres communications importantes sur cette maladie dont l'épidémie aux Etats-Unis et en Europe continue de poser d'inquiétants problèmes de santé publique.

Après avoir, en 1983, été les premiers à isoler le virus qui est aujourd'hui tenu pour responsable du Sida, l'équipe scientifique de l'Institut Pasteur, dirigée par le professeur Luc Montagnier, marque un nouveau point en réussissant le clonage du LAV (Lymphadenopathy Associated Virus). Parce qu'il permet de connaître aujourd'hui dans le détail la structure moléculaire du patrimoine héréditaire du LAV, un tel clonage représente un progrès important vers la mise au point de procédés diagnostiques et peut-être préventifs (vaccin) vis-à-vis du Sida. A cet égard, il faut noter un autre travail publié dans le même numéro de *Nature* et associant des scientifiques de l'Institut Pasteur de Paris, du groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière et de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif. Etudiant dans le détail la structure du LAV, cette équipe pense avoir découvert de quelle manière le virus « s'accroche » aux cellules san-

guines spécialisées dans la défense immunitaire de l'organisme (lymphocytes T). Il semble qu'une molécule spécifique de ces cellules, présente à leur surface, joue, à cause de sa structure, le rôle d'un récepteur du virus. De la même manière que le clonage du LAV, un tel résultat — véritable amorçe d'un scénario de physiopathologie moléculaire pour le Sida — permet d'entrevoir de réelles perspectives diagnostiques et thérapeutiques.

L'urgence commence à s'en faire sentir, compte tenu des liens de plus en plus étroits aujourd'hui établis entre le Sida et la transfusion sanguine. L'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* consacre, dans son dernier numéro (daté du 22-29 décembre), deux articles et un long éditorial à cette question. Alors que, pour la première fois, on vient d'établir en France que des malades hémodialysés (sous rein artificiel) devront peut-être être considérés comme constituant un groupe à ris-

que, le *Times* vient de préciser que quarante personnes vivant dans le sud de l'Angleterre ont, après la transfusion sanguine, été contaminées par le virus du Sida, toutes à partir du sang d'un seul donneur. Ce dernier, âgé de vingt-sept ans, donnait régulièrement son sang depuis mars 1983. Homosexuel, il avait la dernière fois donné du sang cinq jours avant qu'on ne fasse chez lui un diagnostic de Sida. En France, la principale question est aujourd'hui de savoir quand les centres de transfusion sanguine disposeront de méthodes diagnostiques permettant, comme ils le font pour l'hépatite virale B, d'éliminer les sages « à risques » pour cette nouvelle maladie.

J.-Y. N.

(1) *Nature*, daté du 20 décembre 1984. Cette publication est signée par deux unités (CNRS et INSERM) de l'Institut Pasteur de Paris, dirigées par les professeurs Pierre Tulasne et Luc Montagnier.

Le professeur Jacques Ruffié est nommé président du Centre national de la transfusion sanguine

Le professeur Jacques Ruffié, du Collège de France, vient d'être désigné à la présidence du Centre national de transfusion sanguine, où il succède au professeur Jean Bernard.

Né le 22 novembre 1921 à Limoux (Aude), le professeur Jacques Ruffié a exercé à la faculté de médecine du CHU de Purpan (Toulouse), où il occupa jusqu'en 1969 la chaire d'hématologie et la direction du centre régional de transfusion sanguine. Il est entré au Collège de France en 1972 pour y occuper la chaire d'anthropologie physique. Ses travaux ont surtout porté sur la définition des populations humaines par les facteurs génétiques du sang : l'hématologie dont il fut le fondateur.

Le professeur Jacques Ruffié avait été chargé par le gouvernement, en mai 1984, d'un rapport sur la situation de la transfusion sanguine en France et les modifications qu'il faudrait envisager pour lui permettre d'affronter la compétition industrielle et la technologie moderne relatives aux dérivés du sang.

Les consulats français accueilleront les mères des enfants « retenus » en Algérie

Les mères qui désirent rencontrer leurs enfants retenus en Algérie seront dès à présent accueillies dans quatre consulats de France à Alger, à Annaba, à Constantine et à Oran. Un communiqué du ministère des relations extérieures précise que les personnes intéressées doivent au préalable s'inscrire soit auprès du bureau d'entraide judiciaire internationale du ministère de la justice (1), soit auprès du conseiller chargé des affaires sociales à Alger (2).

Plus d'un millier d'enfants sont chaque année emmenés à l'étranger par un des parents sans le consentement de celui qui en a la charge juridique. Mais il existe aussi des enfants otages : tous ceux dont le parent gardien ne respecte pas les temps de visite accordés à l'autre par la justice.

Le gouvernement français et les autorités algériennes recensent trois cents dossiers de couples franco-algériens ne parvenant pas à s'entendre au sujet de leurs enfants. En juillet dernier, des mères regroupées au sein des organisations de défense des enfants enlevés (3) et la Ligue du droit international de femmes (4) s'appelaient à prendre « un bateau pour Alger » (*Le Monde* du 2 juillet 1984) afin de réclamer le respect des droits de visite et la signature d'une convention bilatérale sur l'application des décisions judiciaires en matière de divorce et de garde d'enfants.

Le ministère des relations extérieures répond au premier point. Il annonce, en effet, que les deux délégations, algérienne et française, faciliteront la rencontre avec leurs enfants des mères qui souhaiteraient se rendre en Algérie à titre individuel.

En ce qui concerne l'éventuelle signature d'une convention, M. Roby Bois, conseiller pour les affaires sociales auprès de l'ambassade d'Algérie, explique que, « lors d'une rencontre franco-algérienne les 22 et 23 octobre 1984, un projet français de convention sur l'entraide judiciaire en faveur des enfants déplacés a été remis aux autorités algériennes, qui préparent actuellement leurs propres réflexions ».

Le ministère des relations extérieures, quant à lui, précise, dans son communiqué, que la prochaine rencontre des deux délégations aura lieu à Paris du 28 au 30 janvier.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Bureau d'entraide judiciaire internationale - ministère de la justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris.

(2) M. Roby Bois, conseiller aux affaires sociales - ambassade de France, 6, rue Larbi-Alisk, Alger-Hydra.

(3) Défense des enfants enlevés, B.P. 405, 07004 Privas. Tél. : (75) 64-32-96.

(4) 54, avenue de Choisy, 75013 Paris. Tél. : 385-11-37.

EN SUÈDE

Les donneurs de sperme ne seront plus anonymes

Aux termes d'un projet de loi gouvernemental qui vient d'être voté, les députés suédois ont décidé de supprimer l'anonymat des donneurs de sperme. Les enfants nés après insémination artificielle auront ainsi le droit, à partir de dix-huit ans, de découvrir le nom de leur père biologique. Les médecins suédois spécialisés dans les traitements des stérilités craignent aujourd'hui que ce texte, en diminuant le nombre des donneurs, soit à l'origine d'un marché noir de sperme.

Le projet de loi suédois a été voté au nom du droit de l'enfant à connaître son père biologique. Ainsi, le ministre de la justice a-t-il défendu le texte en plaçant pour « la franchise des relations parents-enfants » et en soulignant « le risque pour l'enfant né par insémination d'apprendre un jour par un tiers, ou lors d'un divorce, que son père n'était pas son géniteur ». En revanche, les adversaires du texte ont avancé le risque énorme de voir apparaître un jour une troisième personne dans le couple et l'harmonie familiale rompue par l'intrusion du géniteur.

On objectera que la loi ne fait pas obligation aux parents de révéler aux enfants nés par insémination la manière dont ils ont été procréés. Mais les observateurs notent que si la lettre de la loi ne l'impose pas, son esprit le suggère vivement.

Généreux donateurs

En France, les CECOS (centres d'études et de conservation du sperme), qui sont à l'origine en dix ans de plus de dix mille naissances après insémination artificielle, estiment que l'anonymat du donneur est une disposition essentielle « dont la nécessité s'impose aussi bien du point de vue du donneur que de la receveuse ». Les CECOS ont, depuis

leur création, pris des dispositions très strictes pour garantir le secret des dossiers. Il faut en particulier savoir que les médecins qui réalisent les inséminations artificielles ne connaissent jamais l'identité des donneurs. L'information des CECOS est conçue pour que le principe de l'anonymat soit totalement observé. Il s'agit là d'une situation toute différente de celle réalisée par les inséminations artificielles faites avec du sperme frais, réalisées de manière marginale et clandestine par certains gynécologues libéraux.

La levée de l'anonymat du donneur serait-elle, en France, de nature à diminuer le nombre des dons, déjà insuffisants pour répondre à la demande croissante des couples dont l'homme souffre de stérilité ? Une récente étude faite par le CECOS Paris-Nord s'est penchée sur les motivations des donneurs. Elle conclut que ce geste est avant tout motivé par la générosité. En France, près de 35 % des donneurs sont recrutés dans l'entourage des couples qui souffrent de stérilité (sans que le don soit utile pour ce couple, compte tenu de la règle absolue de l'anonymat).

Que penser du « droit de l'enfant » évoqué ici par les autorités gouvernementales suédoises ? L'expérience française montre, avec le recul dont dispose, que beaucoup plus qu'un rejet de l'enfant par le mari, on peut craindre le rejet du mari par la femme. On connaît aussi un cas de désaveu de paternité intenté par un homme après que sa femme eut mis au monde un enfant conçu par insémination artificielle. La décision suédoise ne risque-t-elle pas, en multipliant les situations de ce type, d'aller à l'encontre de l'objectif qu'elle veut atteindre ?

JEAN-YVES NAU.

DES MILLIERS DE MÉDECINS FRAUDEURS AUX ÉTATS-UNIS

L'administration ne vérifie pas assez la validité des diplômes

Correspondance

Washington. — Les Etats-Unis comptent plus de dix mille « faux » médecins travaillant dans les hôpitaux ou comme praticiens privés. Telle est la conclusion tirée par une sous-commission du Congrès, d'une enquête ayant mis en évidence l'existence d'officiers vendant au prix fort (jusqu'à 25 000 dollars) de faux diplômes fabriqués à l'étranger. Ce chiffre est jugé exagéré par l'American Medical Association, qui évalue à environ huit cents le nombre des médecins suspects de faire état de faux diplômes.

En fait, beaucoup d'étudiants en médecine américains fréquentent des écoles à l'étranger, étant donné le prix nettement plus élevé des études aux Etats-Unis. Ayant obtenu leur diplôme, ils peuvent ensuite rentrer chez eux pour pratiquer, mais après avoir passé un examen relativement facile de vérification de leurs connaissances. Tous comme les étrangers, ils ne peuvent se présenter à l'examen qu'après avoir produit les diplômes et documents certifiant leurs aptitudes.

L'enquête a révélé que, dans certains cas, ces documents étaient entièrement fabriqués par des officiers corrompus, les vendant à des officines ou à des courtiers qui les revendaient ensuite à des étudiants ou à de simples particuliers peu scrupuleux. Ainsi que l'a noté le représentant Claude Pepper, certains étudiants utilisent l'argent obtenu grâce à un prêt attribué sur la base de fausses informations pour acheter de faux diplômes.

À la suite des audits de la commission, un inspecteur du ministère de la santé a admis qu'aucune loi fédérale ne sanctionnait la possession de faux diplômes et certificats, et qu'un médecin pouvait, sans enfreindre la loi, donner de faux renseignements sur sa carrière.

L'exercice illégal de la médecine est également encouragé par l'insuffisance des moyens de vérification des diplômes et certificats. Ainsi, un médecin ayant perdu sa licence d'exercer dans un Etat peut aller pratiquer dans un autre Etat, sans que la poursuite de son activité

antérieure. Il existe bien une liste de treize mille médecins ayant été frappés de sanctions disciplinaires, mais la Fédération nationale des commissions médicales des Etats, qui établit cette liste, refuse de rendre leurs noms publics. Le vice-président de la fédération a indiqué qu'il ne voulait pas que ces noms puissent être portés à la connaissance de « personnes irresponsables », qui pourraient soit faire chanter ces médecins, soit employer leurs services à bas prix.

Des « services méritoires »

Le laxisme actuel des autorités administratives médicales avait été dramatiquement illustré à la sous-commission par le récit d'une femme dont le mari est venu à une vie végétative par suite d'une faute irréparable d'un faux anesthésiste.

Bien qu'en 1974 son importance ait été dévolue, M. Asante, né au Ghana, a réussi pendant dix ans à exercer en se déplaçant d'une institution médicale à une autre et en faisant état de diplômes qu'on ne lui demandait jamais de produire. L'armée américaine pour laquelle il travailla, lui donna même des certificats élogieux sur sa « compétence », « son haut degré de connaissances médicales », et ses « services méritoires... ». Ainsi, après avoir travaillé pour un centre médical près de New-York, puis à l'hôpital juif de Brooklyn, il fut sans difficulté engagé par l'hôpital militaire de Fort-Dix (New-Jersey), où il participa comme anesthésiste à soixante-dix opérations. Malheureusement, l'an dernier, au cours d'une opération, il ne s'aperçut pas que le cœur du sous-officier opéré avait cessé de battre depuis quatre minutes. Après avoir échappé à la mort de justesse, grâce à l'intervention d'un vrai anesthésiste, cet homme est irrémédiablement condamné à mener une vie de « légume », selon l'expression américaine. M. Asante purge actuellement une peine de douze ans de prison. Non pas pour son incompétence criminelle, mais pour agression et voies de fait.

HENRI PIERRE.

Une plaquette du ministère de la justice sur les droits des enfants des couples mixtes

Le ministère de la justice (1) vient de publier une plaquette expliquant tout ce qu'il est possible de faire pour éviter que des enfants soient emmenés à l'étranger par l'un des parents sans l'accord de l'autre. Cette plaquette de huit pages est distribuée gratuitement dans les tribunaux, par les assistantes sociales, dans les mairies, les représentations françaises à l'étranger... Très attendue, elle permet enfin de rassembler toutes les mesures de prévention.

Premier cas : les parents sont encore mariés. Ils peuvent faire établir un passeport au nom de l'enfant ou sur leur passeport respectif. S'il y a risque, l'un des conjoints peut demander une opposition de sortie du territoire délivrée par la préfecture. Cette opposition n'est cependant valable que quinze jours.

Une interdiction de sortie de territoire : valable un an, peut aussi être demandée. Elle ne peut être prononcée que par le juge des tutelles du tribunal d'instance qui a fixé le lieu de résidence de l'enfant.

Deuxième cas : les parents sont en instance de divorce ou séparés. Lorsque le parent gardien ne veut pas que l'enfant sorte de France, on peut demander :

- une interdiction de sortie de territoire ;
- la localisation du droit de visite ; le parent qui a un droit de visite devra l'exercer dans un endroit précis fixé par le juge ;

- le dépôt temporaire et volontaire des papiers d'identité ou de passeport chez un avocat huissier ou auprès des services de police, pendant la durée de la visite.

Dans le cas où l'un des parents est à l'étranger ou bien réside à l'étranger, il est recommandé d'engager une reconnaissance préventive de la décision de justice française par la justice de ce pays.

En cas d'accord pour que l'enfant soit emmené à l'étranger, on peut demander :

- la reconnaissance préventive de la décision de justice française par les autorités étrangères ;

- un engagement officiel du parent qui a le droit de visite ou d'hébergement de ramener l'enfant en France.

Troisième cas : les parents ne sont pas mariés. Le parent gardien qui ne souhaite pas que l'enfant quitte la France peut demander une opposition à la sortie du territoire qui, dans ce cas, est valable un an et peut être renouvelée. D'autre part, si le tribunal de grande instance a accordé un droit de visite et d'hébergement au père, il est possible de demander les mêmes garanties que pour un enfant légitime.

(1) Direction des affaires civiles et du sésam, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01. Tél. : 261-80-22.

POUR DISSUADER LES VACANCIERS DE LA DERNIÈRE HEURE

Le réseau Sélectour lance le « chèque-annulation »

Préoccupé par l'accroissement constant du pourcentage des ventes qui interviennent dans la semaine précédant le départ (20 % environ actuellement), Sélectour voyages, l'un des premiers réseaux français de distribution (1), avec « Havas Voyages » et les Wagons-Lits, a décidé de mener une offensive sur deux fronts.

D'une part, en s'efforçant de répondre le mieux possible à ces demandes tardives par le recours à la télématique. Un Minitel installé dans chaque agence fournit en quelques secondes les disponibilités et les propositions des voyageurs.

D'autre part, Sélectour, en collaboration avec TMS Assistance, a décidé, à partir du 1^{er} janvier, de proposer un « chèque annulation », valable jusqu'en juin 1985, et qui permettra d'annuler sans risques un voyage à forfait (2), trente jours avant la date de départ prévue. Dans ce cas, la somme versée à la réservation sera intégralement remboursée au client.

Venant après la campagne de Havas Voyages qui, au printemps dernier, avait lancé un « contrat de garantie » (*Le Monde* du 5 mai 1984) sur le thème « chose promise, chose due », l'initiative de Sélectour se présente comme un nouveau « plus » consommateur (cette fois sur le thème « vacances annulées, vacances remboursées ») destiné à permettre à un réseau de distribution de se différencier de ses concurrents en apportant un avantage précis à ses clients. Cela ne va pas cependant sans risque financier et explique pourquoi l'expérience est limitée dans le temps.

L'initiative de Sélectour marque également la volonté d'un secteur, lui aussi confronté à la crise, de s'adapter aux nouveaux comportements des candidats au voyage. Une mutation que n'explique pas seulement la peur du lendemain — un

état d'esprit qui bloque la décision d'achat jusqu'au dernier moment — mais qui implique un nouveau style de communication passant, notamment, par le rôle accru de la micro-informatique et de la télématique. De nouvelles technologies, d'ores et déjà assimilées par les jeunes générations, c'est-à-dire par les consommateurs de demain. Des technologies qui, plus que jamais, obligent les agents de voyage à se poser la question de fond : « Quelle sera encore, demain, notre utilité spécifique ? » De la réponse à cette question dépend, en fait, la disparition ou la survie d'une profession.

PATRICK FRANCÈS.

(1) 260 points de ventes, 145 000 forfaits vendus en 1984, un chiffre d'affaires total (billetterie comprise) évalué, en 1984, à trois milliards de francs.

(2) C'est-à-dire un voyage programmé par un voyageur et comprenant transport et prestations diverses, ou un séjour sans transport mais, en aucun cas, une réservation de transport seul.

Une comète artificielle dans le ciel de Noël

A 13 heures 18 (heure de Paris), ce 25 décembre, un satellite ouest-allemand doit lâcher, à quelques 112 000 kilomètres au-dessus du Pacifique, quatre cylindres remplis de poudre de baryum. Cette poudre métallique va produire un nuage coloré en forme de comète qui devrait être visible, pendant une dizaine de minutes, aussi bien de l'ouest du Canada, des Etats-Unis et du Mexique que de Tahiti et d'Hawaï.

Cette comète artificielle doit permettre d'étudier l'action des vents solaires sur le champ magnétique terrestre et d'obtenir des informations sur l'histoire du système solaire.

Le satellite ouest-allemand a été lancé de Cap-Canaveral le 16 août par une fusée américaine Delta qui emportait aussi un

satellite américain et un satellite britannique. Ces deux derniers satellites, tournant sur des orbites différentes, jouent un rôle essentiel dans l'observation de la comète artificielle. A cette étude, participent aussi plusieurs observatoires terrestres. Le coût de l'expérience est estimé à 78 millions de dollars (740 millions de francs environ).

L'apparition de la comète artificielle le 25 décembre est une simple coïncidence. Il ne faut y voir aucune allusion à l'étoile qui a guidé les rois mages vers Bethléem. La date du 25 décembre a été choisie parce que la nouvelle Lune a son lieu le 22 décembre et que cette situation astronomique doit permettre une meilleure observation du phénomène.

RÉFÉRENDUM EN INDRE-ET-LOIRE SUR LES DÉCHETS RADIOACTIFS

Tours. — Au lendemain d'une visite organisée par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) au centre de la Hague (Manche), le conseil municipal de Neuville-Roi (Indre-et-Loire) a décidé de procéder à une consultation de sa population. Bien qu'elle ne fasse pas partie de la zone de prospection initialement définie, cette commune s'était mise sur les rangs pour accueillir le futur centre de stockage de déchets radioactifs qui doit prendre le relais de celui de la Hague dans les années 1990 (*Le Monde* du 24 novembre). — (Corr.).

Deux nouveaux experts dans l'affaire Grégory Villemain. — M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction à Epinal, vient de nommer deux nouveaux experts en écritures dans l'affaire du petit Grégory Villemain, après l'annulation, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, des analyses figurant au dossier.

Kitch Loren

Réalisé en 1953 (et présenté en France à la télévision seulement, en 1966), *Aida*, de Clemente Fracassi, est une transposition de l'opéra de Verdi où des acteurs de cinéma prêtent, en play-back, leur physique à quelques-unes des voix lyriques italiennes les plus célèbres de l'époque.

Dans le rôle-titre, Sophia Loren en fut la vedette. La peau couleur pain d'épice, changeant de robe et de coiffure à chaque tableau (malgré la condition d'écaille de l'éthiopienne captive), elle nous gâche le chant sublime de Renata Tebaldi par ses mines appliquées. En Radames, Luciano della Mara est tellement nul qu'on ne sait plus d'où vient la voix du ténor Giuseppe Campora. En revanche, sur celle, royale, d'une Elze Scigani (alors âgée de quarante-neuf ans et d'une « jeunesse » stupéfiante), Luis Maxwell modeste Amneris d'une façon passionnée, dramatique.

Cela ne suffit pas à sauver cet opéra filmé du désastre où l'enfer, à nos yeux d'aujourd'hui, la rigueur des décors, des costumes, des ballets, de la mise en scène. Et le Ferrariscolor bavard donne aux images des couleurs de tranche napolitaine pas fraîche, de gorgonzola trop moisi, de tissus déteignant au lavage. Impossible de faire plus kitch. Mais on ne rit même pas.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

Un spectacle instructif

Pour tous les misogynes bougons, pour les vieux garçons pantouflards, pour les féministes agressives, *My Fair Lady* est un spectacle instructif. Le professeur Higgins, oïlisateur, martyrisé Eliza Doolittle sans vergogne et avec une pointe de sadisme. Sous les ordres de ce seigneur de l'orthophonie, Eliza travaille et y trouve un certain plaisir puisqu'elle tombera dans les bras de son bourgeois. Ainsi la femelle-chose n'est pas forcément malheureuse.

Dans la mise en scène de Paul Glazer *My Fair Lady* l'évanescence de ne demander aucun effort de réflexion. On regarde et l'on se laisse mener par le bout du nez avec un plaisir croissant. Si Claudine Coste a quelques difficultés au début du spectacle pour imiter l'accent des faubourgs, plus son instruction progresse, plus son talent s'affirme. Elle chante sans forcer sa voix, avec naturel. Son père, M. Doolittle (Luc Bannet), les mains dans les poches, tranquille dans ses godaillots, fait penser à Maurice Chevalier. Il interprète avec un peu de chance, l'œil caillasse et l'ivresse pudique. Paul-Emile Deiber, qui remplace Dominique Tilmont, a été un ténor et un baryton mais il porte si bien tweed et flanelle qu'on l'imagine volontiers en authentique citoyen britannique.

Le bon ton est de mise et la chorégraphie de Claude Barry est simple. Les maquettes de Michel Freytag répondent à ces critères.

CAROLINE DE BARONCELLI

* Théâtre de Boulogne-Billancourt, 20 h 30.

Une « Histoire de l'Opéra de Paris »

Formidable machine à créer des spectacles et du rêve, l'Opéra de Paris est aussi une « grande boutique » où s'affrontent et parfois se contrarient conceptions et décisions, carrières et influences, petites histoires de coulisses et histoire tout court. Ayant sondé les archives et interrogé les témoins, Charles Duplechier tente de nous entraîner, au-delà des oreilles et des stucs, à découvrir les rouages administratifs, financiers et juridiques du palais Garnier et à lire les traces que l'histoire bousculée d'un siècle y a apposées.

Cela aurait pu être, et c'est en partie, l'originalité de ce livre que de montrer ainsi l'Opéra partagé, dès son origine entre la mondanité et la popularité, entre la coûteuse mais nécessaire recherche de la nouveauté et les exigences, qui portent souvent à la routine, de la rentabilité.

Malheureusement le projet tourne court, les analyses historiques et musicales restant par trop superficielles et cédant le pas à un exotisme de jugements impressionnistes, de connotations hâtives et surtout d'anecdotes, certes pittoresques, mais qui relèvent plus de la conversation de foyer que d'un panorama historique.

Avec plus de rigueur et de profondeur, on tenait là un précieux documentaire dans un genre encore bien lacunaire.

ALAIN ARNAUD.

* Librairie académique Perrin, 445 pages.

EXPOSITIONS

Héliou, la peinture à bras-le-corps

(Suite de la première page.)

Et c'est dans la rue d'abord que, dans les années 40, Héliou va mettre en place tous les acteurs de son théâtre : hommes qui sortent, femmes aux fenêtres, vitrines de mannequins, Journaliers - ceux qui lisent le journal - *Salvateurs* - ceux qui distribuent des coups de chapeau à tout va simplement pour montrer leur jubilation d'être là. Avec, en alternance, des regroupements d'accessoires de la vie courante : chaussures, parapluies, gants...

Dans un premier temps, il s'agit pour le peintre d'éplucher la peau des choses, de chercher, au-delà des apparences, à faire apparaître cette doubleur d'invisible : ce qui est, ce qu'on sait qui est. Avec la couleur

coulée, curée dans les personnages, notamment qui brandissent leur journal-carapace aux feuilles virevoltant comme des cornettes de bonne soeur dans un film de Franju ; ou encore en balafant et couvrant les figures, comme s'il fallait penser, repérer les chairs blessées par tant de variations chromatiques, ou de violations de domicile... Heures sombres et grises couvrant encore une nouvelle étape, descriptive celle-là, au plus près de l'objet, sans filtre, sans intermédiaire, sans grille géométrique.

Rien que sur le vit, modestement dans la tradition réaliste, un réalisme à la De Sica, avec pour éclairer les intérieurs sombres et misérables (proches - désespoir en moins - de

juste si on a droit à deux ou trois araignées de mer des années 60 et des années 70. Elle met tout de même des à dos, pour des commodités de présentation - mais c'est amusant - deux grands triptyques : les *Choses vues en mer* (1968), témoignage de sympathie pour les « sorciers » et autres communs, une peinture d'histoire sans le recul de l'histoire, et le *Triptyque du dragon* (1969), dans lequel le peintre raconte sur le mode allégorique sa poursuite des images, par-delà les sentiers battus, et à la limite raisonnable du tableau. On y voit, outre l'aveugle, l'égoutier-pois, celui qui descend voir ce qu'il y a sous la rue et dont la mission est de remonter pour le dire. On a la nature du cadavre au-delà de la faiblesse des choses du dehors, de ce qui est manifeste... le rêve d'une vie de peintre partout présent dans sa peinture. Où il ne faut jamais manquer les dessous de table : les ombres colorées y prennent des allures de chimères. Héliou, les pieds sur terre, reconnaît avoir la tête ouverte aux songes.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 13 janvier.

A LONDRES

Le sérieux de Matisse

Quand la grande salle d'exposition de la rive gauche, à Londres - un des derniers triomphes de l'architecture en bloc de béton - fut inaugurée en 1969, ce fut avec une immense présentation de l'œuvre peint de Matisse : la part de la sculpture et du dessin fut réservée pour plus tard. Elle intervient, cette année, avec une présentation importante à la fois par le nombre des pièces (cent cinquante-neuf dessins, cinquante-neuf gravures), leur qualité, et surtout l'adroite combinaison du graphique et du plastique, des séries dessinées et des formes sculptées, où le même modèle est impitoyablement exploité et travaillé à fond.

La moitié des sculptures a été produite avant 1900, quand les contours des figures nues sont maîtrisés tout à tour par des hachures fortes à la plume et des gros traits d'une dureté impressionnante. Rien ne montre mieux que Matisse veut remplacer la « beauté », au sens agréable de la notion, par autre chose. Le sérieux de l'exercice et souvent la dureté du résultat sont ici manifestes. Les surfaces bosselées, les silhouettes ployées apparaissent bien comme des recherches destinées à libérer le trait, le fameux trait, discontinu, de plus en plus filiforme, qui s'élève après l'épisode (1920-1930).

« Les lignes ne sont pas folles », dira alors Matisse. Son effort intempestif conduit à la transparence des dessins de Venise, à la pureté saisissante des découpages des années 50, conclusion éblouissante et attendue.

ANDRÉ CHASTEL.

* *The drawings of Henri Matisse*, édité par J. E. Edelfeld. Catalogue par M. Dabrowski ; *The sculpture of Henri Matisse*, édité et catalogue par J. M. F. Fomine ; Hayward Gallery, Londres (jusqu'au 6 janvier 1985).

COMMUNICATION

LE LANCEMENT DES « SOCIÉTAIRES DE FILMS »

Producteur pour 3 000 francs

Sans publicité tapageuse, par l'intermédiaire de quelques entrefilets dans la presse et du bouche à oreille, ils sont plus d'un millier déjà à avoir répondu à l'appel des Sociétaires de films, à avoir acheté pour 25 F une action de cette société de production ; 80 % d'entre eux ont même franchi l'étape suivante en s'engageant à participer pour 2 900 F au financement d'une coproduction franco-allemande : *Beethoven et son neveu Karl*, un film de Paul Morrissey, avec Wolfgang Reichman, Nathalie Baye et Jane Birkin. Au total, un peu moins de 3 000 francs pour s'asseoir dans le fauteuil de Darryl Zanuck ou des frères Warner, pour devenir un partenaire actif de cette fabrique usine à rêves qu'est le cinéma.

Les Sociétaires de films, eux, ne sont plus un rêve. La création de cette société est le fruit de l'enthousiasme de M. Jean-Claude Dussaux, polytechnicien et architecte, qui estime aujourd'hui que le combat pour les industries de programmes est plus intéressant que les investissements dans la pierre : « Si l'on veut que le cinéma français offre encore dans dix ans une alternative à la production américaine, il faut diversifier ses sources de financement. Le système de l'avance sur recettes favorise les films répétés, celui de l'avance aux distributeurs privilégie les films les plus commerciaux. Pour sortir de ce dualisme on peut, pour quoi ne pas demander au public de financer les films qu'il a envie de voir produire ? »

Les fonds communs de placement drainent l'argent du public vers le cinéma existant déjà dans plusieurs pays, en particulier aux Etats-Unis, où ils ont permis à Columbia et à Home Box Office de doubler leur production. Mais ces fonds reposent toujours sur des systèmes d'incitation fiscale, principe jusqu'à présent refusé par le ministère français des finances. Sans perdre l'espoir de convaincre un jour la Rue de Rivoli, M. Jean-Claude Dussaux a tourné la difficulté : les Sociétaires de films est une société anonyme à capital variable en même temps qu'une coopérative de consommation, formule ayant reçu l'assentiment de la Commission des opérations de Bourse.

En rémunération de leur placement, les actionnaires se voient offrir des services liés au cinéma : achat de magnétoscopes ou de matériels audiovisuels, séjours dans les festivals, visites de studios, acquisition de droits vidéo, etc. Même si le film ne marche pas, ils ont droit à une série d'avantages qui couvrent à peu près leur investissement initial : gratifications, cassettes vidéo avant la sortie du film en salles, etc.). Les actionnaires ne se contentent pas de placer ainsi leur argent dans un fonds commun, ils choisissent eux-mêmes, sur scénario, le film qu'ils désirent financer et sont tenus régulièrement au courant de son tournage.

Le bon fonctionnement d'un tel système suppose toutefois l'intervention d'un producteur professionnel, une société-écran entre la produc-

tion et ces collèges de financiers, certes intéressés mais peu au fait d'un marché particulièrement périlleux. M. Dussaux a ainsi créé Orfilim international, avec des partenaires qui, comme le groupe Dreyfus, les Milleluis unies, la Société de banques occidentales et le groupe Borsard, croient à l'avenir. C'est Orfilim international qui sélectionne les projets, ne retient que des participations minoritaires dans des coproductions internationales pour limiter les risques et assure le complément de financement en cas où les sommes réunies auprès des Sociétaires de films seraient insuffisantes.

Ainsi verrouillé, le système de M. Dussaux ne risque pas d'attirer les spéculateurs, qui ont provoqué la faillite d'entreprises analogues au Canada ou en Australie. Les premiers « sociétaires » viennent de tous les horizons : médecins, avocats, ingénieurs, mais aussi instituteurs, enseignants, Français résidant à l'étranger... Des individus plus désireux de participer à la grande aventure du cinéma que de réaliser un placement miraculeux et qui seront, en outre, de précieux relais d'opinion pour la diffusion des films qu'ils ont produits. C'est sans doute pourquoi la profession cinématographique, le premier réflexe de scepticisme passé, se prend aujourd'hui à rêver au succès des Sociétaires de films. « Si je réussis, leur promet M. Dussaux, j'aurai vingt mille actionnaires l'an prochain, et nous pourrions produire quatre ou cinq films par an ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

MUSIQUE

Des préludes inédits pour l'année Bach

Trente-trois préludes pour orgue de Jean-Sébastien Bach, inconnus jusqu'ici, ont été retrouvés récemment et authentifiés par Christoph J. Wolff, professeur à Harvard et spécialiste du « père de toutes les musiques » comme l'appelle Mendelssohn. Il y avait cent vingt ans que personne n'avait jeté un œil dessus. Ils se trouvaient dans une collection de quelques centaines de manuscrits du dix-huitième siècle, conservés dans les rayons de la bibliothèque de l'université de Yale. Cette collection avait été léguée en 1867 par le compositeur Lowell Mason, qui l'avait lui-même achetée en 1852 lorsque les biens de l'organiste allemand J. C. H. Fink avaient été dispersés.

Depuis quelques jours, le petit monde des spécialistes internationaux en resta tout ébahi, et les mélomanes ordinaires attendant en 1985, le moment où seront publiées ces pièces, plus importantes encore, semble-t-il, que les canons en forme de puzzles sur les huit premières notes des *Variations Goldberg* retrouvés en 1976. Plus importantes historiquement : à en juger par le système de notation utilisé par le copiste anonyme et médiéval de ce manuscrit, ces compositions sont en effet du Bach d'avant 1715. Selon Christoph J. Wolff, qui, dans des déclarations à la presse américaine a souligné l'intérêt stylistique et la sophistication de ces préludes « très en avance sur leur

temps », l'attribution de ces œuvres ne fait aucun doute.

La découverte du recueil qui contenait par ailleurs des œuvres de Jean-Christophe et de Johann Michael Bach ainsi que de Pachelbel et de Erich, entre autres, a permis en outre de constater que le *Choral BWV 757* longtemps attribué à Jean-Sébastien Bach, malgré des doutes, était en fait de Johann Michael. Le Bon Dieu y avait déjà retrouvé les siens.

C'est un journaliste d'Amsterdam qui a eu, le premier, de ces trouvailles. Christoph J. Wolff espérait réserver l'écoulement de cette énorme surprise à ses confrères de Leipzig, le 21 mars prochain, à l'occasion du tricentenaire de la naissance de Bach.

[C'était déjà Christoph J. Wolff - semble-t-il - qui avait eu le flair, en la chance (!), de remarquer au des d'une partition des *Variations Goldberg*, le même musical écrit de la main de Bach - comme s'il s'agissait peut-être sur le coin d'une table au long d'un déjeuner où il se serait endormi... On peut tout imaginer et ce tout est si rigoureux que de tels trésors soient encore à explorer. Pour les curieux, signalons que le premier enregistrement des canons Goldberg a été effectué immédiatement après leur découverte par un groupe de musiciens viennois autour de Rudolf Serkin à Malboro par lequel nous remercions Polix Gollner et Isidore Cohen (Malboro Recording Society n° 128).]

A RADIO-FRANCE

Honneur à la Maîtrise

Fondée en 1946 par Henri Barraud, la Maîtrise de Radio-France fleurit bientôt sur quarante-neuf ans, mais elle a su conserver son identité et sa jeunesse. Recrutée chaque année par concours parmi les candidats habitant la région parisienne (car c'est tout simplement un external mettant sur un pied d'égalité l'enseignement général et celui de la maîtrise vocale, particulièrement), les élèves y entrent vers l'âge de huit ou dix ans et peuvent y rester jusqu'à dix-huit ans (!). Comme les succès au baccalauréat y sont généralement supérieurs à la moyenne nationale, malgré les tournées et les engagements divers tout au long de l'année, on a pu en déduire qu'une pratique musicale régulière n'est pas incompatible avec une bonne scolarité. L'idée des classes à horaires aménagés est venue de là.

On commence à s'apercevoir en haut lieu du caractère exceptionnel de cette institution, puisque la Maîtrise a été invitée à participer au « Grand Echiquier » le 17 décembre, distinction suprême qui divise le monde en deux : les élus et ceux qui attendent leur tour. Mais Radio-France a fait mieux en consacrant récemment l'une des Journées de « Perspectives du ving-

tième siècle » à la mise en valeur des talents multiples de sa Maîtrise. Celle-ci a fait la preuve qu'elle pouvait chanter en hébreu (Service sacré de Milhaud), en grec ancien (Polla ta dina de Xenakis), en hongrois (Chœurs populaires de Bartok), en allemand (Schubert, Schumann, Mendelssohn), en latin (Suite liturgique de Jolivet, Messe modale de Jehan Alain) et même en français et l'occasion de les présenter, on, comme dans le *Septuor* de Caplet, pour quatorze et trois voix féminines, sur de simples voyelles.

Le répertoire de la Maîtrise s'enrichit chaque année d'œuvres nouvelles, spécialement écrites à son intention, ou qui font appel à ses ressources. Ainsi les Tarots d'Ulysse d'Alain Banquart, commande de Radio-France destinée à concourir pour le prix Italia (déjà enregistré en octobre 1983), qui était exécutée en public pour la première fois en conclusion de cette journée. Il s'agit en quelque sorte d'un petit opéra radiophonique sur un texte de Marie-Claire Banquart partiellement tiré de son roman. L'histoire, racontée par un bachelier qui tire les cartes du tarot et par un chœur d'enfants incarnant les chœurs d'Ulysse, est celle du retour problématique d'Ulysse dans une patrie qui ne l'attend qu'à moitié et qu'il ne reconnaît plus du tout.

Au batteur (Régis Oudot, ténor) est associé le cymbalum (Delf Kieffer), à Ulysse (Jean-Marie Frémont, baryton) sont attachées la harpe (Marie-Claire Janet) et deux percussions. Le chœur d'enfants, divisé en plusieurs groupes d'où se détachent des solistes, est soutenu par deux orgues électriques. Enfin, pour sa scène de jalousie, *Pénélope* (Brève Jarky) reçoit l'appui de tous les instruments. Une bande magnétique préenregistrée fait entendre à plusieurs reprises les sons de six flûtes et de six alto.

Sous la direction de Michel Lasserre de Roset (chef de la Maîtrise depuis cette année), l'exécution semblait satisfaisante, et cependant la partition, d'une écriture peut-être trop systématique - style de diction contrarié, association entre la voix et les instruments - ne répondait qu'en partie à ce que suggère le texte. Alain Banquart a écrit des pages plus significatives que celle-là, mais, puisqu'elle doit faire l'objet d'une publication phonographique aux éditions Stil en 1985, il est possible qu'elle devienne l'une des plus connues.

L'un des atouts majeurs de cette œuvre reste la part faite aux voix fraîches et piquantes de la Maîtrise : les interventions régulières de cette troupe de chœurs narrateurs captivent l'attention davantage que le reste, à cause du naturel qui résiste à l'effort d'assimilation d'une telle partition. Cette aisance dans tous les domaines est bien la qualité dominante de la Maîtrise de Radio-France et reste, comme on a déjà pu le constater, celle des chanteurs ou chanteuses qui en sortent.

GERARD CONDÉ.

(1) Renseignements : Tél. : 359-35-27 et 230-24-83.

théâ

SPECTACLES NOUVEAUX

THEATRE DE LA VILLE

THEATRE DE LA MAIRIE

THEATRE DE LA BOULEVARD

THEATRE DE LA RUE

THEATRE DE LA PLACE

THEATRE DE LA CITE

THEATRE DE LA MONTAGNE

THEATRE DE LA VALLEE

THEATRE DE LA MER

THEATRE DE LA FORÊT

THEATRE DE LA CAVITE

THEATRE DE LA CROIX

THEATRE DE LA LUNE

THEATRE DE LA MER

THEATRE DE LA MER

1501

TIONS «SERVICES»

Le Monde

économie

... LE MONDE - Mercredi 26 décembre 1984 - Page 11

ÉTRANGER

AU JAPON

La privatisation de NTT (300 000 salariés) est saluée comme une grande victoire du patronat

De notre correspondant

Tokyo. - Premier grand succès de la politique de réforme administrative et de privatisation économique voulue par le patronat et les dirigeants nippons, le vote des projets de loi consacrant la privatisation du monopole d'Etat NTT (Nippon Telegraph and Telephone Corporation) et l'ouverture du marché à la concurrence est d'une portée considérable à plusieurs égards.

D'abord, à l'instar des politiques menées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne dans ce domaine, la décision ouvre une phase nouvelle dans l'histoire de l'industrie locale des télécommunications. Nombre d'entreprises japonaises et étrangères (pour le moment toutes américaines) vont tenter d'en tirer profit dès l'an prochain. D'autant plus que le marché nippon des télécommunications est le deuxième du monde. Il relevait d'un monopole d'Etat (sous la tutelle des PTT) depuis sa création, il y a plus d'un siècle. Un monopole d'ailleurs florissant : NTT était en 1983 deuxième toutes catégories, derrière Toyota, pour les bénéfices après impôts.

Enfin, ces transformations risquent de porter un coup très dur à la Confédération du travail Solby, qui tire l'essentiel de son pouvoir de ses filiales syndicales dans le secteur public et qui, en outre, constitue la base électorale du Parti socialiste du Japon, en effet, le syndicat de NTT (qui compte près de trois cent mille adhérents) passerait, lui aussi, du secteur public à une affiliation au secteur privé.

R.-P. PARINGAUX.

La privatisation de NTT (300 000 salariés) est saluée comme une grande victoire du patronat

De notre correspondant

La première des trois lois votées la semaine dernière, et qui doivent prendre effet en avril 1985 (Le Monde du 22 décembre), approuve la transformation de NTT (un « géant » qui occupe trois cent mille employés) en une entreprise semiprivée.

Au début, les actions de la « nouvelle » société resteront dans les mains de l'Etat. Ce dernier en céderait ultérieurement la moitié, voire les deux tiers, au maximum.

Les autres lois divisent et réglementent le marché en deux catégories. La première concerne les entreprises du type NTT, propriétaires de circuits de télécommunications. Le capital étranger y est limité. La seconde a trait aux sociétés spécialisées dans la fourniture de services à valeur ajoutée et qui louent des lignes aux entreprises de la première catégorie.

Les prétendants sont nombreux, ce qui se comprend vu l'importance des enjeux et le foisonnement des techniques et procédés nouveaux (numériques, satellites, câblage, fibres optiques, informatique, réseaux à valeur ajoutée) dans un domaine qui paraît illimité. Dans le premier cas, plusieurs groupes japonais veulent affronter la NTT privatisée. L'un comprend des sociétés de premier plan sous l'égide de Kyocera (numéro un de la céramique) ; un autre est organisé par le ministère de la construction ; un troisième (qui s'appuierait sur les réseaux satellites) par le grand patronat (Keidanren). Les chemins de fer nationaux (JNR), eux-mêmes menacés de privatisation, sont également sur les rangs.

Effervescence

Dans la deuxième catégorie, l'effervescence est plus grande encore. Les grandes compagnies japonaises (Nec, Fujitsu, Hitachi), qui ont milité pour la déréglementation de l'industrie et du commerce extérieur (MITI), sont prêtes à se lancer sur le marché des réseaux à valeur ajoutée (VAN), ainsi que plusieurs dizaines d'autres, japonais et trois américains : IBM, ATT, et GTE Telenet Corporation (« Le Monde de l'économie » du 11 décembre).

En second lieu, le vote de la Dite (le Parlement) consacre avec éclat le succès de la politique de privatisation menée par les dirigeants conservateurs avec le soutien actif de la Fédération du grand patronat. Cette politique, à laquelle s'opposent les partis socialistes et communistes nip-

PAS DE TVA AUX ETATS-UNIS

Les propositions pour instituer aux Etats-Unis un système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ont été rejetées en raison d'un coût de fonctionnement trop élevé, vient d'indiquer le département du Trésor. L'introduction de la taxe à la valeur ajoutée aux Etats-Unis nécessiterait le recrutement de vingt mille fonctionnaires supplémentaires. Les frais de fonctionnement s'élèveraient à environ 700 millions de dollars. (AFP.)

M. Thörn entre à la BIL. - M. Gaston Thörn, dont le mandat de président de la Commission des communautés européennes arrive à expiration le 6 janvier prochain, a été réélu membre du conseil d'administration de la Banque internationale pour le commerce (BIL). Les Israéliens et des milliers de personnes occupées.

CEE En 1984 LE REVENU DE L'AGRICULTURE A AUGMENTÉ DE 3,8 %

Le revenu de la branche agricole dans la CEE en 1984 a augmenté en valeur réelle de 3,8 %, selon les premières estimations de l'Office des statistiques de la CEE. En 1983, cet indicateur qui mesure la valeur ajoutée nette de l'activité des huit millions d'agriculteurs européens était de - 6 %, par rapport à 1982.

Par pays les résultats sont contrastés : l'indicateur est en baisse en 1984 pour trois pays : la Belgique (- 7 %), le Luxembourg (- 1,3 %), l'Italie (0,8 %). Pour la France, il est en hausse, mais inférieur à la moyenne communautaire (+ 1,6 %). Les hausses sont plus importantes dans les autres pays : Allemagne fédérale (+ 4,9 %), Irlande (+ 6,4 %), Pays-Bas (+ 7,6 %), Royaume-Uni (+ 9,7 %), Grèce (+ 11,4 %), Danemark (+ 20,2 %).

L'Office mesure aussi la valeur ajoutée nette par unité d'emploi, qui permet d'indiquer la productivité de la branche. Sur une base 100 en 1980, la moyenne européenne s'établit à 107 contre 103,2 en 1983. Ce sont l'Italie et l'Allemagne fédérale qui obtiennent les plus mauvais résultats, avec respectivement 97,1 et 97,6. La France est juste dans la moyenne européenne (107), et les autres Etats membres au-dessus : Danemark (132,8), Pays-Bas (127,5), Luxembourg (119,2), Irlande (116,9), Belgique (115), Royaume-Uni (114,1).

L'indicateur du revenu pouvant être distribué à la main-d'œuvre agricole non rémunérée (c'est-à-dire l'exploitant et sa famille, à l'exclusion des salariés) augmente, en moyenne européenne, de 3 %, contre une chute de 13 % en 1984. L'Office estime enfin à 2,2 la diminution de la main-d'œuvre employée dans la branche agricole au cours de l'année.

LA COMMUNAUTE REPOUSSE SA DÉCISION SUR LES EXPORTATIONS DE TUBES D'ACIER AUX ETATS-UNIS

Bruxelles (AFP). - La Communauté européenne a repoussé jusqu'au 28 décembre sa décision sur l'ouverture éventuelle de négociations formelles avec les Etats-Unis, en vue d'aboutir à un accord d'autolimitation de ses exportations de tubes d'acier avec un plafond de 7,6 % du marché américain.

La France a fait savoir qu'elle n'était pas en mesure de se prononcer avant la fin de la semaine sur les termes du mandat de négociation (soumis par la Commission aux Dix) avec les Etats-Unis. L'Italie et la Grèce ont d'ores et déjà annoncé qu'elles refusaient les termes de ce mandat. Ces deux pays estiment que l'accord envisagé leur donnerait une part de marché américain (respectivement 2 % et 0,52 %) trop restreinte. Aux termes du projet, la RFA obtiendrait environ 2,82 % et la France (où l'entreprise Vallourec est concernée au premier chef) 0,93 %.

La croissance économique des pays d'Amérique latine a atteint 2,6 % en 1984

L'Amérique latine a connu en 1984 une « faible et insuffisante » reprise économique, après trois années de grave récession, selon le rapport annuel que vient de publier, à Santiago, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de l'ONU.

Le produit intérieur brut total de la région a augmenté de 2,6 % en 1984, après avoir baissé de 1 % en 1982 et de 3,3 % en 1983. Les pays dont la croissance a été la plus forte sont le Chili (+ 5,5 %), le Brésil (+ 3,5 %) et le Pérou (+ 3,5 %). En revanche, le PIB de l'Uruguay a chuté de 2 % et celui du Venezuela de 1,5 %.

La balance commerciale de la région a enregistré un excédent record de 37,6 milliards de dollars, dont 13,5 milliards pour le Mexique, 12,6 milliards pour le Brésil, 8,54 milliards pour le Venezuela et 4,43 milliards pour l'Argentine.

Les exportations de la région ont augmenté en valeur de 10 % en moyenne, tandis que les importations, en hausse pour la première fois depuis 1981, ont progressé de 4,4 %.

Le remboursement de la dette extérieure a coûté aux pays latino-américains 37,3 milliards de dollars cette année, contre 34,5 milliards en 1983, soit 33,5 % des revenus d'exportations.

L'endettement extérieur de la région a augmenté de 5,6 %, un rythme inférieur à celui des trois précédentes années, pour atteindre un total de 360 milliards de dollars.

La balance des paiements a été excédentaire de 7,5 milliards de dollars, du fait d'une augmentation de 4,4 milliards de dollars des entrées de capitaux (10,6 milliards).

En revanche, la CEPAL souligne une accélération de l'inflation, qui atteint dans la région des niveaux historiques. Le taux moyen d'inflation passe ainsi de 66 %, en 1983, à 116 %, en 1984, avec notamment une hausse des prix de 108,9 % en Bolivie, de 675 % en Argentine, de 194,7 % au Brésil et de 105,8 % au Pérou. En revanche, le Honduras (6,9 %), la Barbade (3,9 %) et Panama (1,1 %) se signalent par des taux d'inflation peu élevés. (AFP.)

La reprise s'affermir en RFA

(Suite de la première page.)

De toute évidence, les milieux industriels allemands reprennent dans l'ensemble confiance. Les marges bénéficiaires des entreprises se sont améliorées, le taux d'utilisation des capacités de production est revenu à 82 % un peu en dessous des 85 % jugés normaux et bien au-dessus des 76 % de la fin 1982. De plus, chacun mise sur un accroissement des chiffres d'affaires. L'IFO-Institut et l'Institut de l'économie allemande font état d'une forte hausse des budgets d'investissement prévus pour 1985, dans des secteurs aussi variés que la machine-outil, l'automobile, l'électrotechnique, la bureautique, l'informatique, la mécanique de précision, l'optique, le sidérurgie et la métallurgie.

Du coup, les doutes dans la capacité de la RFA à tenir sa place dans l'économie mondiale ne sont plus de mise. Appuyant les industriels à faire preuve d'audace, le président sortant de la puissante fédération de l'industrie allemande (BDI), M. Rodenstock, s'est inscrit en faux contre l'idée, répandue il y a pas si longtemps encore, selon laquelle la RFA n'était plus qu'un pays de deuxième catégorie sur le plan de l'innovation et de la technique. Dans une interview au quotidien Frank-

furter Allgemeine Zeitung, M. Rodenstock affirmait, au contraire, le 17 décembre, que l'économie allemande dans son ensemble pouvait souffrir toutes les comparaisons, y compris avec le Japon, que ce soit dans le domaine du progrès technique ou de l'efficacité.

Cet optimisme ambiant semble avoir également gagné l'opinion publique. Malgré les critiques de l'opposition et des syndicats contre la politique économique et sociale du gouvernement, qualifiée d'injuste, 55 % des gens se déclarent optimistes. Ils n'étaient que 45 % l'année dernière et 34 % en 1982 à la même époque.

Pourtant, les arbres de Noël n'ont pas été beaucoup plus chargés cette année qu'en 1983. Les consommateurs sont restés en 1984 à l'écart de ce mouvement de reprise. Ni le chômage, qui frappe encore 2,2 millions de personnes, ni le pouvoir d'achat n'ont beaucoup évolué. Les conventions salariales signées cette année par les syndicats ne permettent pas de le faire. Selon l'inflation, qui ne devait guère dépasser cette année les 2 %, il est pour donner quelques signes tangibles de changement. La dinde de Noël aura coûté moins cher que l'année dernière.

HENRI DE BRESSON.

L'ARGENTINE VA REMBOURSER 850 MILLIONS DE DOLLARS AU TITRE DES INTÉRÊTS DE SA DETTE

L'Argentine s'est engagée à payer 100 millions de dollars supplémentaires avant la fin de l'année à ses créanciers (banques étrangères) afin de réduire ses arriérés dans le remboursement des intérêts de sa dette, a indiqué, lundi 24 décembre, le comité bancaire chargé de la gestion de la dette extérieure argentine. M. William Rhodes, vice-président de la Citybank et président du comité des banques créancières de l'Argentine, a précisé que ces 100 millions de dollars venaient s'ajouter aux 750 millions déjà promis par Buenos-Aires le 2 décembre dernier. (AFP.)

RELATIVE STABILITÉ DES PRIX EN ISRAËL

Les prix sont restés relativement stables en Israël au cours des deux dernières semaines, selon des statistiques officielles publiées le lundi 24 décembre à Jérusalem. Les produits courants n'ont en effet augmenté que de 2 à 3 % en moyenne au cours de cette période, alors que depuis plusieurs mois l'indice des prix enregistrait régulièrement des bonds mensuels de l'ordre de 20 %. L'inflation ne devrait pas être supérieure à 9 % en décembre, selon les estimations des experts.

« Ce sont les premiers effets du contrat social qui, depuis le 2 novembre dernier, a institué un blocage des prix, des salaires et des impôts », a estimé le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès. (AFP.)

KUWAIT PETROLEUM INTERNATIONAL VA BIENTÔT DISTRIBUER DE L'ESSENCE SANS PLOMB

Kuwait Petroleum International distribuera prochainement de l'essence sans plomb dans cinq pays du nord de l'Europe : Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark et Suède, a annoncé, le 24 décembre, un porte-parole de cette compagnie, à Rotterdam. Kuwait Petroleum, qui est ainsi la première multinationale à suivre les recommandations de l'Organisation pour la coopération et le développement de la CEE, ouvrira, dans un premier temps, trente points de vente dans ces cinq pays à compter du 26 janvier 1985. Trois mois plus tard, cent cinquante stations offriront le carburant sans plomb de la Kuwait Petroleum. La société prévoit de porter ce nombre à cinq cents dans deux ans.

De son côté, M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot SA, estime, dans une interview publiée par l'hebdomadaire Der Spiegel, que la décision du gouvernement ouest-allemand d'accorder des allégements fiscaux aux acheteurs de voitures dotées de pots d'échappement catalytique - permettant d'utiliser de l'essence sans plomb - est « dirigée contre l'Europe ». « Ces équipements, ajoutés à la construction d'une nouvelle solution », technique, M. Calvet a appelé le gouvernement de Bonn à revenir sur sa décision.

EN BREF

La CEE dénonce les agissements d'un cartel de l'aluminium. - La Commission de la Communauté européenne vient de condamner un cartel de l'aluminium. Il s'agissait d'une entente à l'échelle de l'Europe entre plusieurs pays de l'Est et des producteurs occidentaux. La CEE ne leur a pas imposé d'amendes. Le cartel, accusé par la Commission de violer les règles de concurrence de la CEE, regroupait tous les grands producteurs des Dix et les organismes d'Etat chargés du commerce extérieur en Union soviétique, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en RDA. L'entente, destinée à contrôler les prix sur le marché de l'aluminium, a fonctionné de 1963 à 1976, mais n'a été découverte que par les services de la Commission qu'en 1977. (AFP.)

Saoudiens et Européens s'accrochent dans la pétrochimie. - La société saoudienne Saudi Arabian Basic Industries Corp. (SABIC) a signé récemment un accord portant sur 600 millions de dollars avec les firmes Essochem SpA (Italie), Nasse Oy (Japon) et C. Arab Petroleum Investment Corp. (Arabie saoudite). Aux termes de cet accord, SABIC prendra 70 % et chacun de ses partenaires 10 % dans la construction d'un complexe pétrochimique à Jubail, ville située sur la côte orientale d'Arabie saoudite.

Airwick (Suisse) passe sous contrôle britannique. - La société chimique suisse Ciba-Geigy va vendre sa division produits ménagers (Airwick) à la firme britannique Rockitt et Colman pour 1,8 milliard de francs suisses. La firme britannique envisage, avec cette opération, d'élargir ses activités dans les domaines alimentaire, pharmaceutique et ménager en général. Elle compte aussi renforcer son implantation aux Etats-Unis.

Négociations entre Télémeccanique et le groupe américain Gould. - Le groupe Télémeccanique, spécialisé dans l'automatisation et la distribution électrique, a engagé des négociations en vue de l'acquisition des activités de la division « Industrial Controls » du groupe américain Gould, a annoncé le 23 décembre la société française. Cette acquisition « renforcerait sensiblement la position de Télémeccanique sur le marché nord-américain », précise Télémeccanique, qui indique que la division « Industrial Controls » de Gould représente 70 millions de dollars de chiffre d'affaires, un million d'emplois et plus de quatre cents distributeurs.

SOCIAL

UNE PME EN GRÈVE CONTRE LA GESTION DU PATRON

Une vingtaine de salariés d'une petite fabrique de peintures, la société Cologram à Nolsy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), sont en grève depuis le 18 décembre parce qu'ils contestent la gestion de leur PDG, M. Jean-Charles Coustiller. Les grévistes, qui ne disposaient d'aucun délégué du personnel, ont entamé ce mouvement de protestation après que l'assemblée des actionnaires - où le beau-père de M. Coustiller est majoritaire - eut rétabli le PDG dans ses fonctions un mois après l'en avoir écarté. Pour rendre leur grève légitime, les salariés ont rédigé hâtivement un cahier de revendications. Mais ils n'acceptent de reprendre le travail que si leur patron renonce à gérer seul l'entreprise.

Citroën-Clichy : la municipalité refuse la fermeture. - Après l'annonce de la fermeture à terme de l'usine Citroën de Clichy (Hauts-de-Seine), confirmée ces jours derniers par la direction, la municipalité de cette ville a affirmé, samedi 24 décembre, sa volonté de « maintenir l'activité industrielle » de l'établissement dans la localité. Elle réclame pour le personnel un plan de formation « permettant l'évolution technologique de l'entreprise dans les meilleures conditions possibles ».

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK En hausse

Encouragé par la hausse du taux d'escompte américain ramené de 8,5 % à 8 % le vendredi précédent, le marché new-yorkais a progressé lundi sur un large front et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clos la séance à 1210,14, en hausse de 11,16 points sur le précédent. Les échanges ont toutefois été particulièrement calmes en raison des fêtes de Noël, ainsi qu'en témoigne le volume des échanges : 55,55 millions d'actions seulement contre 101,27 millions précédemment.

Pour la plupart des analyses, l'abaissement du taux d'escompte décidé par la Réserve fédérale préfigure de nouvelles réductions des taux d'intérêt privilégiés pratiqués par les banques américaines, et il convient de souligner à cet égard le maintien des taux d'intérêt interbancaires (federal funds) à 7 1/2 % le lundi 24 décembre.

L'un des titres les plus traités de la séance a été l'action Phillips Petroleum, qui a perdu 7/8, à 45 1/4, en raison de l'accord intervenu dimanche entre cette société et M. Boone Pickens, qui menace d'en prendre le contrôle (Le Monde du 24 décembre). Par contre, les actions d'autres sociétés pétrolières ont été recherchées, en raison de l'intérêt que pourrait maintenant leur porter M. Boone Pickens.

VALEURS	Cours du 21 déc.	Cours du 24 déc.
Alcoa	38 3/4	38 7/8
AT&T	10 3/8	10 1/2
Boeing	55 1/2	56 5/8
Coca-Cola	47 1/8	47 3/4
Du Pont de Nemours	47 1/2	47 7/8
General Electric	38 1/4	38 1/2
General Motors	38 1/4	38 1/2
IBM	121 1/4	121 1/2
ITT	29 3/8	29 3/4
Johnson & Johnson	40 1/4	40 1/2
McDonald	37 1/2	37 1/2
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Union Carbide	37 1/2	38 1/8
Westinghouse	28 3/8	28 3/4
Xerox Corp.	37 7/8	38 1/8

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS	
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES	
Indices généraux de base 100 en 1949	
14 déc. 21 déc.	
Valeurs françaises à revenu variable	1548,2 1547,5
Valeurs étrangères	3046,5 3218,8
Base 100 : 28 décembre 1972	
Valeurs françaises à revenu variable	225,4 223,2
Valeurs étrangères	312,3 317,3
Base 100 : 31 décembre 1981	
Indices des valeurs françaises	194,1 194,1
Donc valeurs industrielles	190,1 190,1
Pétrole-Energie	190 147,8
Métallurgie	118,9 122,4
Chimie	229,9 229,2
Stimulants, caoutchouc, cuir, produits	112,3 114,4
Constructions mécaniques	148,3 181
Matériel électrique	208,3 208
J.E.T. (Industrie)	123,7 120,8
Automobile et accessoires	307,4 308,2
Industrie de commerce, sans autre	282,2 282,2
Distribution	128,1 128
Transport	181 182,8
Services	217,1 220,6
Assurances	257,8 254,6
Banques	228,1 236,7
Immobilier et finance	180,7 180,7
Investissement et portefeuille	229,1 230,6
Base 100 : 28 décembre 1980	
Valeurs françaises à revenu fixe	110,1 109,6
Exportations générales et totales	110,2 109,9
Exportations générales et totales	109,7 109,6
Sociétés	111,2 111
Base 100 : 31 décembre 1972	
Exportations générales et totales	106,8 106,8
Sociétés	106,8 106,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGEMENT	
Base 100 : 31 décembre 1981	
Indices généraux	180,7 180,9
Produits de base	180,1 184,9
Construction	116 116,9
Stimulants, caoutchouc, cuir, produits	180,7 180,7
Stimulants, caoutchouc, cuir, produits	173 170,9
Stimulants, caoutchouc, cuir, produits	247,8 247,8
Stimulants, caoutchouc, cuir, produits	240,6 240,6
Services	156,5 156,5
Sociétés financières	229,5 231,4
Sociétés de la zone franc esp.	156,5 156,5
Indice général	180,7 180,9
Bourses régionales	
Base 100 : 31 décembre 1981	
Indices généraux	170,7 168,6

ANIMATEUR DE LA « MARCHÉ DES BEURS » EN 1983

Toumi Djaïdja a été gracié par le chef de l'Etat

Minguettes, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, Toumi avait rapidement pris une stature nationale. Le 20 juin 1983, il avait été grièvement blessé par balle par un gardien de la paix, alors qu'il était devenu président de la toute nouvelle association SOS-avenir-Minguettes. C'est sur son lit d'hôpital qu'il imagina le « marche pour l'égalité et contre le racisme », à l'issue de laquelle il fut reçu à l'Elysée, le 3 décembre 1983, avec d'autres jeunes immigrés, par le

Cette renommée de Toumi Djatja explique en grande part ses déconvenues judiciaires. Les faits qui lui sont reprochés remontent au 26 février 1982: Trois hommes avaient attaqué ce jour-là la caisse d'un supermarché de Saint-Etienne, s'emparant d'une recette de 5.444 F après avoir sérieusement molesté un témoin. C'est avec six autres inculpés qu'il comparut, libre, le 16 octobre dernier, devant

le tribunal de Saint-Etienne. Quatre des six inculpés avaient reconnu leur participation à l'agression, alors que Touini ne variait pas dans l'affirmation de son innocence. Paradoxalement, l'accusation l'accablait sur la foi des témoignages de trois personnes qui assuraient l'avoir reconnu parmi les agresseurs ; or les mêmes témoins n'en avaient compté que quatre...

Le réquisitoire du procureur de Saint-Etienne devait montrer que, au-delà des faits, c'était le rôle de Toumi Djaidja parmi les jeunes

fermes soutiens de l'association

au-delà des faits, c'était le rôle de Toumi Djaidja parmi les jeunes immigrés qui était visé. Il devait souligner les « aptitudes à la fonction de meneur vedette » de Toumi et dénoncer une marche menée « par des pseudo-ecclésiastiques ou des para-animateurs ». Lors du meeting, on avait à l'esprit la mention

procès en appel, à Lyon, le premier adjoint au maire communiste de Venissieux souligne, au contraire, le « rôle apaisant » de Toumi Djaidja parmi les jeunes immigrés. Alors que le substitut, après un réquisi-

Toumi était déjà défendu, à Lyon, par un proche de M^{me} Georgina

Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M^e Paul Bouchet, président du Fonds d'action sociale. La grâce présidentielle n'annule pas ses trois années de mise à l'écart et ne

Peter Lawford

(rat pack), et réapparaît ainsi au cinéma dans les années 60, notamment dans *les Trois Sargents* de John Sturges, *Exodus*, d'Otto Preminger et *le Jour le plus long*, de Darryl Zanuck. Il avait aussi interprété le personnage d'un jeune sédu-

leur play-boy dans l'empêta à Washington, d'Otto Preminger, et avait été l'un des présentateurs d'il était une fois Hollywood.

• Peter Lawford de 1954 à 1966

● *Un pétrolier indien attaqué dans le Golfe.* — Un pétrolier indien, le *Kamsajenjuna*, a été attaqué, mardi 26, par un sous-marin.

marin maun 23 decembre, par un avion non identifié dans le centre du Golfe. L'attaque a eu lieu à mi-chemin entre le Qatar et l'Iran. Le pétrolier a lancé un message de détresse, sans indiquer quelle était

● *L'attentat contre deux synagogues à Jérusalem.* — La police israélienne a arrêté récemment, dans le

cadre de l'enquête sur l'affaire des deux synagogues du quartier juif de la vieille ville de Jérusalem incendiées dans la nuit du 13 au 14 décembre, un ancien étudiant d'un séminaire talmudique (Yeshiva) tran-

pour déséquilibré. Quinze rouleaux de la Torah (loi juive) avaient été détruits par le feu, et plusieurs milliers de personnes avaient participé le 16 décembre à l'enterrement de

● **Liban : incident dans le camp d'Ansar.** — Trois détenus du camp de détention israélien d'Ansar, au sud du Liban, ont été blessés par

leurs gardiens qui ont tiré sur eux « sans raison », ont affirmé, lundi, des parents des détenus à Saïda (sud du Liban). Des parents de détenus, qui s'étaient rendus à Ansar en délégation le lundi 24 décembre.

n'ont pu rendre visite qu'aux prison-
niers du bloc B-4 du camp, qui leur
ont appris que les autres détenus or-
ganisaient des sit-in de 10 à 15
jours pour protester.

**A B Document établi
(rapport technique spécial
épidémiologie nationale.)**

10/15/57

...and the



150/100